Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 24 *New York : Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***15 - 22 juin 2022***

LA JUSTICE ATTAQUÉE PAR LES GANGS ARMÉS

Descente des bandits sur le Palais de justice

L'immeuble saccagé, bureaux vandalisés, documents emportés, au moins sept véhicules volés…

Par Léo Joseph

Les « *paisibles citoyens de Village de Dieu* », tels qu'ils ont été décrits dans un tweet du Premier ministre de facto émis le vendredi 10 juin, de Los Angeles, Californie, alors qu'il assistait au Sommet des Amériques, ont dirigé une attaque sauvage sur le Palais de justice, siège du Tribunal de première instance de Port-au-Prince. Plus possible que le siège de cette institution soit encore utilisable, le mobilier, documents et instruments de travail ayant été emportés ou rendus inutilisables.

Une équipe d'hommes lourdement armés, adeptes du gang «*5 Segonn* » basé à Village de de Dieu, à l'entrée sud de Port-au-Prince, a dirigé une attaque sur le Tribunal de première instance de Port-au-Prince, situé dans l'aire du Bicentenaire. Au moment de cette action, les policiers ont réussi à évacuer les juges, avocats, et le personnel, sans parvenir à avoir raison des malfrats, mieux armés. C'était, ce vendredi 10 juin, un sauve-qui-peut général, des personnes courant de manière désordonnée, prenant leurs jambes à leurs coups, se dépêchant de vider les lieux et d'abandonner leurs véhicules. Un des avocats, qui se trouvait à côté de l'immeuble, a eu un accident qui a occasionné la destruction de son véhicule, suite à une mauvaise manœuvre l'ayant fait perdre contrôle.

À l'intérieur, tous les espaces, bureaux des juges, administration, salles d'audition, tout a été réduit en fatras, après que les dossiers (toutes catégories), y compris documents sensibles et corps du délit ont été volés.

Marie Yolenne Gilles.

Les gangs en service commandé

Dans certains milieux proches des gangs, à la capitale, on laisse croire qu'ils sont en service commandé, leur attaque serait liée

Suite en page 2

Pierre Espérance, directeur exécutif de RNDDH.

IN INTRUS AU SOMMET DES AMÉRIQUES

Ariel Henry se croit doté de légitimité

Joe Biden s'est-il vraiment laissé séduire par le neurochirurgien haïtien ?

Hôte de Joe Biden, au Sommet des Amériques, Ariel Henry se croit inamovible.

Le président américain Joe Biden.

Par Léo Joseph

La participation du Premier ministre de facto d'Haïti, le neurochirurgien Ariel Henry, au 9e Sommet des Amériques, organisé par le président américain Joe Biden, continue d'intriguer les observateurs. Un véritable intrus, aux assises de Los Angeles, mégapole de l'Ouest des États-Unis, il se croit désormais inamovible, ayant frotté sa paume à celle d'une demi-douzaine de chefs

Suite en page 2

HAPPENINGS!

Fallout from the "Summit of the Americas" regarding Haiti's Prime Minister

Président Joe Biden and the elected leaders of the Americas at the 9th Summit of the Hemisphere.

By Raymond A. Joseph

Before de facto Prime Minister Ariel Henry set foot back home after a full week away in Los Angeles where he rubbed shoulders with some heads of state and of government from countries in the Western Hemisphere, he began

Continued on page 7

Sports

Haïti bat Grenade 6-0, confirme sa montée en Ligue A, se qualifie aussi pour la Gold Cup

Par Jacques Brave

En rééditant sans forcer la victoire du match aller d'il y'a quatre jours (6-2) sur la faible équipe de Guyana, hier soir, à Santo Domingo, Haïti a prouvé que sa place est parmi les nations d'élite de la région, donc la Ligue A.

Avec, pour la première fois, une assise défensive expérimentée proche avec trois des titulaires de la formation de la Gold Cup réference 2019, les Haïtiens ont confirmé le large score du match aller, en dominant à nouveau, et très nettement, une faible sélection de Guyana (6-0), au Stade olympique de Santo

Suite en page 13

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 2

LA JUSTICE ATTAQUÉE PAR LES GANGS ARMÉS

Descente des bandits sur le Palais de justice

L'immeuble saccagé, bureaux vandalisés, documents emportés, au moins sept véhicules volés...

Suite de la page 1

e aux dernières mesures prises contre le commandant de la grande prison (Pénitencier national) ainsi que quelques policiers pour corruption.

Selon les révélations faites, il existait un réseau de corrompus au sein de cette institution pénitentiaire qui fournit certains services aux détenus, notamment téléphone, repas, boissons alcooliques et même des prostituées. Selon ces mêmes témoins, les chèques de policiers démissionnaires, ou qui ont déserté l'institution, ne sont pas retournés à l'administration.

On apprend aussi que Yonyon, le vrai patron du gang *400 Mawozo*, bénéficiait de ces genres de services. Il avait, au moins trois téléphones. Peu avant son inculpation par la Justice américaine et son transfert aux États-Unis, il avait fêté son anniversaire de naissance en grande pompe, alors qu'il se trouvait en prison.

On prétend aussi que cette descente des gangs sur le Tribunal de première instance de Port-au-Prince avait pour objectif de s'emparer de documents relatifs aux dossiers de personnes en prison attendant leur procès, qui voulaient faire disparaître leurs dossiers.

Cet incident met en désarroi le monde juridique, dont certains incriminent le gouvernement, l'accusant d'être au service des gangs. Ils s'en prennent aux autorités qui, selon eux, ont ignoré totalement les appels à déloger ce tribunal, qui se trouvait dans l'orbite des malfrats de Village de Dieu.

Marie Yolenne Gilles, représentante de la Fondasyon Je Klere (FJK), a fait savoir que, lors de l'attaque des bandits contre le Palais de justice, une personne a été blessée par balle, tandis que les bandits sont repartis avec sept véhicules, dont deux appartiennent au Parquet et deux autres à la Police nationale.

D'aucuns laissent croire que, quatre jours après que soit perpétrée l'attaque, les malfrats occupent toujours le bâtiment.

La grande question, qui demeure sans réponse, pourquoi les bandits sont restés pendant des heures sur place sans que le directeur général de la PNH, Frantz Elbé, n'ait envoyé du renfort à ceux qui tentaient de résister aux envahisseurs ?

Intervenant, à son tour, sur cette affaire, Pierre Lespérance, directeur exécutif de Réseau national de défense des droits haïtiens (RNDDH), préconise une enquête sur cette attaque orchestré contre le Parquet, alors qu'il s'apprêtait à auditionner les six employés de la direction de l'administration pénitentiaire. Ces derniers avaient été arrêtés pour détournement de fonds présumé.

Izo, chef du gang 5 Segonn de Village de Dieu.

M. Lespérance a profit de l'occasion pour exhorter les autorités policières et gouvernementales à lancer une enquête sur cette affaire et à prendre des mesures appropriées, afin de reprendre le contrôle du Tribunal de première instance.

Des magistrats et des avocats indignés

Au sein des magistrats et des membres du Barreau de Port-au-Prince, c'est l'indignation totale. C'est le cas du juge Ikenson Édumé, président du Réseau national des magistrats haïtiens (RENAMAH).

Selon le juge Édumé, il est intolérable que des bandits se sentent libres au point de mener une telle attaque avec impunité contre le Palais de justice, « *symbole* » de la justice. Il impute cette effronterie à ceux qui veulent garder la justice en otage pour qu'elle soit toujours domestiquée, privée de la liberté de jouer son rôle dans la société. Il dénonce, par la même occasion, l'absence d'un effort réel pour instituer de vraies réformes visant à faire mieux fonctionner le système judiciaire. Aussi propose-t-il une refonte de fond en comble de la justice, afin de la rendre « *utile* » au pays.

Le juge Édumé s'est exprimé en ces termes : « *Il faut des leaders révolutionnaires et visionnaires pour arriver au renversement du système, qui a pris la justice haïtienne en otage, empêchant du même coup son développement et sa modernisation* », a-t-il déclaré dans une interview à Radio Caraïbe.

Cité encore par Radio Caraïbe, M. Edumé se la mente du fait que le système judiciaire ne soit pas numérisé. Selon lui, il ne fait aucun sens, qu'en plein 21e siècle, le système judiciaire sombre dans l'archaïsme. Il plaide que soit institué un changement radical du système judiciaire haïtien. « *Il faut changer tout ça* », dit-il. Et le magistrat d'ajouter : « *(...) et on peut si on veut, car, on peut être pauvre, mais pas assez pour ne pas pouvoir moderniser le fonctionnement de l'appareil judiciaire* ».

Il est à se demander quelle relation le Premier ministre de facto entretient-il avec le gang dirigé par Izo, à Village de Dieu, si cela explique la décision de Franz Elbé de ne pas envoyer des policiers pour contrer l'action des bandits. Existe-t-il in lien quelconque entre cette attaque et son tweet envoyé vendredi depuis Los Angeles, en Californie ? Dans ce document, M. Henry avait annoncé la mise en disponibilité du commissaire du gouvernement de Miragoâne, dans le département des Nippes, Me Jean Ernest Muscadin, pour avoir abattu de sang-froid « *un paisible citoyen habitant Village de Dieu*».

On attend que soit effectué le suivi du dossier Muscadin, notamment sa révocation par le ministre de la Justice Bertho/ Berthau Dorcé. Surtout que celui-là a abattu un autre chef de gang, qui évoluait à Léogâne. Celui-ci a été intercepté, lundi, aux environs de 2 heures du matin, au moment où il traversait Miragoâne. Intercepté par une patrouille mobile dirigée par Jean Muscadin lui-même, on rapporte qu'il avait en sa possession une mitraillette Uzi.

L.J.

IN INTRUS AU SOMMET DES AMÉRIQUES

Ariel Henry se croit doté de légitimité

Joe Biden s'est-il vraiment laissé séduire par le neurochirurgien haïtien ?

Suite de la page 1

d'État élus, y compris, bien sûr, le chef de la Maison-Blanche lui-même. Dans la foulée du sommet bancal, car boycotté par d'autres présidents élus protestant le bannissement de Miguel Diaz-Canal (Cuba), Nicolas Maduro (Venezuela) et Daniel Ortega (Nicaragua), le débat autour des motifs de la « *sympathie* » que lui voue le président américain s'intensifiera inexorablement.

Longtemps avant la tenue de cet important événement, à Los Angeles, plusieurs démocrates étaient aux antipodes par rapport au président Biden, eu égard à son support d'Ariel Henry. Il revenait au diplomate Daniel Foote à afficher, le premier, son désaccord avec l'administration Biden-Harris par rapport à ce dernier. Il est intervenu, à plusieurs reprises, pour dénoncer la politique américaine à l'égard du Premier ministre de facto qu'il déclare « *illégitime* » en sus de tremper dans le complot ayant abouti à l'assassinat du président de fait Jovenel Moïse. M. Foote ne ratait jamais l'occasion pour diriger ses attaques sur celui-ci, indigne, à ses yeux, de diriger Haïti.

Rencontre d'Ariel Henry et le président dominicain Luis Abinader en marge du 9e Sommet des Amériques.

De son côté, le congressiste Gregory Meeks, président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre basse au Congrès américain, s'est interrogé quant aux motifs qui ont déterminé Joe Biden à inviter Ariel Henry au 9e Sommet des Amériques, alors qu'il est l'objet d'accusation de conspiration dans l'assassinat de M. Moïse. Les relations de la Maison-Blanche avec le Premier ministre de facto haïtien sont d'autant plus intrigantes que l'équipe au pouvoir, à Washington, n'a jamais, même une seule fois, tenté d'expliquer cette attitude jugée totalement à l'opposé des pratiques politiques, aux États-Unis.

En effet, il n'est un secret pour personne que, dans le pays de l'Oncle Sam, quand des hommes ou femmes politiques sont l'objet d'accusation criminelle ou d'éthique, ils ne sont plus en odeur de sainteté. Même leurs amis les fuient comme la peste, dès qu'ils sont aux prises avec la Justice, ou bien sous une quelconque enquête, fédérale ou locale. On peut citer, à titre d'exemple, le cas d'Éliot Laurence Spitzer. Élu gouverneur démocrate de New York, en 2006,

Suite en page 9

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'ACTUALITÉ EN VRAC

Aux États-Unis, deux dossiers brûlants : L'ex-président Trump au banc des accusés; des manifestations montres contre les armes à feu

C'est jeudi dernier, 9 juin que le Comité 6 Janvier de la Chambre basse du Congrès américain a entamé les audiences publiques autour de ce qui, dorénavant, certains réfèrent au « coup d'-état raté » de l'ex-président Donald Trump qui, ne voulant pas accepter le verdict des urnes lors des élections présidentielles du 3 novembre 2020, avait tout fait pour empêcher que Joseph « Joe » Biden soit inauguré comme 46e président de la République étoilée. Et les témoignages, assortis de vidéos de scènes jamais vues sont, de toute évidence, des pièces à conviction.

« *Une photo vaut mille mots* », selon un dicton chinois Alors que dire de vidéos montrant scènes violentes à l'arrivée de cette meute, au Capitole, à la capitale américaine, le 6 janvier 2021, scandant des slogans qui en disent long, tel que « *Hang Mike Pence !* » (Pendez Mike Pence !) C'est lui, le vice-président, qui résistait aux pressions du président Trump pour qu'il annule, à la dernière minute, lors de l'audience mixte du Congrès, ce jour-là, visant la confirmation de la victoire de Joe Biden qui allait prendre l'investiture comme président le 20 janvier. Le slogan « *Pendez Mike Pence* » n'était nullement spontané, car on a vu l'échafaud érigé, et le président, acquiesçant au slogan que lançaient les émeutiers, devait dire, « *Ils ont raison de se prononcer ainsi* ».

Le Comité 6 janvier se fait entendre après quelque six mois d'enquête

Un vétéran parlementaire, le député (Congressman) Bennie Thompson, 74 ans, Afro-américain et démocrate de l'état sudiste du Mississippi, préside l'audience du Comité composé de neuf (9) membres, assisté de la représentante républicaine de Wyoming, dans l'Ouest américain, la « *Congresswoman* » Elizabeth « Liz » Cheney, une Blanche de 55 ans. Ce qui apporte un certain équilibre aux délibérations, menées de main de maître, et qui vont se poursuivre au cours de six séances, dont la première, jeudi dernier (9 juin), la seconde lundi (13 juin), une autre, demain, jeudi 16 juin, dans l'après-midi, ainsi de suite.

Dès la première séance, les nombreux témoignages ont fait ressortir que le président Trump orchestrait le vaste complot qui visait à annuler les élections présidentielles dites « *escamotées* » pour qu'il reste au pouvoir, en

Congressiste Elizabeth Cheney

dépit de sa défaite aux urnes par plus de sept (7) millions de votes, ainsi qu'au Collège électoral, par 306 en faveur de Biden, 232 pour lui. Or, il ne faut que 270 pour être victorieux.

L'ordre d'attaquer le Capitole vient de Donald Trump

Selon des témoignages éloquents de certaines personnalités, surtout des républicains de poids, il ressort que dans leurs échanges avec Mark Meadows, le chef de cabinet du président, le 6 janvier, on avait tout essayé pour le convaincre de se prononcer via vidéo, ordonnant à ses ouailles de désister et de mettre fin à leur attaque de l'immeuble du Congrès. Il a maintenu son silence jusqu'à 4 h17 pm. Or, à midi, quand il commençait de s'adresser à ses partisans, attroupés dans un parc non loin de la Maison-Blanche, il disait qu'il faut se rendre au Congrès et se « *battre en vue de reprendre en main le pays* ».

En effet, depuis 12 h.53, une foule se trouvait aux alentours de l'immeuble du Congrès, ayant été précédés par les agents des *Proud Boys* et *Oath Keepers,* des extrémistes de droite, auxquels s'est jointe une dizaine d'autres groupes de terroristes de l'acabit d'*QAnon,* ainsi que des racistes blancs dit « *supremacists* » (personnes qui croient à la suprématie d'un groupe ou d'une race), tous des supporteurs du président Trump.

À 2 h11 p.m., après avoir mis en déroute la Police, débordée, les émeutiers avaient commencé par briser les fenêtres pour envahir l'enceinte du Capitole, haut lieu de la Législature américaine. Tout enregistré et présenté lors de l'audience. La policière Caroline Edwards, qui s'est évanouie, ce jour-là, quand elle a été renversée par terre, a témoigné, lors de la première séance, jeudi dernier, disant qu'elle était hors d'elle-même, constatant « *la guerre déclenchée* ». Nick Quested, un cinéaste au service des *Proud Boys,* a, lui aussi témoigné, et possède, en primeur, les scènes de violence qui ont été mises à la

Ex-ministre de la Justice William Barr

disposition du Comité 6 janvier.

Le président Trump « détaché de la réalité »

Pas moyen de brouiller les cartes, comme certains des défenseurs de Donald Trump s'ingénient à le faire, disant que les émeutiers sont des membres *d'Antifa,* le groupe anti-faciste, qui affichaient le symboles MAGA *(Make America Great Again),* le mouvement de M. Trump. Mais ces agitateurs ont été dépêchés au Capitole par le président qui les avait entretenus, tel qu'indiqué antérieurement. Comment se métamorphoser en *Antifa* en moins d'une heure ?

Lors du second jour, lundi dernier, 13 juin, une succession de témoins, presque tous des républicains, qui occupaient de hautes fonctions dans l'administration, n'ont fait qu'enfoncer le clou dans la plaie. Car, sans entente préalable entre eux, ils ont tous tenu le même langage :

Congressiste Bennie Thompson

le président ne voulait rien entendre quant à la vérité, autrement dit, il avait perdu aux élections présidentielles du 3 novembre 2020. C'est le procureur générale, l'équivalent d'un ministre de la Justice, William « Bill » Barr qui, succinctement, a décrit un président Trump qui avait perdu la raison, voulant croire à ses propres balivernes concernant l'« *élection escamotée* ». Et le procureur général de dire : « *Il était coupé de la réalité* ».

Et voilà la fille de l'ex-président, Ivanka, qui était une conseillère de son père à la Maison-Blanche, qui témoigne aussi, allant à l'encontre de son père. Elle eut à dire, « *J'ai accepté la conclusion du procureur général Barr* », *savoir qu'il n'y avait pas d'escamotage d'élection* », tout en ajoutant, « *Je respecte, Monsieur Barr* ».

Au cours de l'audience du lundi, Jared Kushner, le mari d'-Ivanka, a aussi témoigné. À un moment où Rudy Giuliani, l'ancien maire de New York et l'un des avocats les plus écoutés du président, l'encensait et l'encourageait à foncer dans sa détermination contre l' « *élection escamotée* », il avait conseillé à son beau-père de ne pas se laisser leurrer. « *À votre place, je n'utiliserais pas cette approche* ».

À notre avis, c'est l'avocat des républicains en matière d'-élections, Ben Ginsberg, qui a mis fin à toute discussion en faveur de la cause de l'ex-président quand il a affirmé qu'ayant essuyé des revers dans plus d'une soixantaine d'assignations dans différents tribunaux, y compris celles portant sur une dizaine des cas par-devant des juges nommés par le président Trump, le cas est perdu. (« *Trump's campaign didn't make its case* »).

Par contre, le « Comité 6 janvier » n'a rien raté, jusqu'à présent, démontrant par les faits, y compris audio-visuels, que l'ex-président avait bien orchestré le coup d'État. Tenez bien ceci, même quand il se savait vaincu par rapport à sa propagande relative à l'« *élection escamotée* », il s'est enrichi, en lançant une campagne de collecte de fonds, ostensiblement pour mener la lutte en vue d'annuler les élections présidentielles de novembre 2020.

Le Comité a trouvé que 250 millions de dollars (250 000 000,00 $) ont été ramassés à cette fin, mais pas un centime n'a été déboursé dans la campagne visant l'annulation de la victoire de Joe Biden. De préférence c'est « *Save America* », un nouveau *PAC,* (Comité daction politique) organisé par M. Trump, tôt après les élections de novembre 2020, qui a bénéficié de tout cela. C'est dire qu'il visait déjà à un retour probable à la Maison-Blanche lors des prochaines élections. Toutefois, compte tenu des révélations qui ont été faites, au cours des audiences du Comité 6 janvier, pourra-t-il éviter la prison ? Attendons pour voir !.

Des manifestations monstres, la semaine dernière, un premier pas en vue de minimiser les dégâts des armes sans contrôle

Samedi dernier, 11 juin, la campagne contre les armes à feu, qui ont endeuillé les familles, s'est étalée dans toute sa splendeur. Des milliers de citoyens descendaient dans les rues de plus d'une centaine de métropoles américaines, dans quelque 45 des 50 états de l'Union. Dire aussi que des manifestations se sont déroulées dans d'autres pays, notamment l'Allemagne, l'Angleterre,

Suite en page 14

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site,
l'édition hebdomadaire peut être téléchargée :
haiti-observateur.ca
Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez
l'édition courante ou celle désirée.

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 4

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Transformer la France en comptoir de paiement POUR LA FAMILLE RESTÉE EN HAÏTI

Par Dan Albertini

Entre (), l'ultra vires profite à Justin Trudeau qui prend des décisions de baron de colonie avec accès de délit d'initié pour nourrir ses pairs, interrogation conforme à la découverte de la largesse de frère (qui sait qui sont les autres proches) dans l'affaire de la pandémie Covid, au Canada, avec une loi d'urgence sanitaire qui n'a pas vu l'Armée canadienne jouer son vrai rôle dès le début, pour se trouver en guerre insensée aujourd'hui à Kiev ? Fermons-les ().

Depuis un certain temps, la colonie s'effondra. Le système, encore vivant, en vigueur sous une forme si peu subtile que la révolte se refera tant soit peu la révolution se réinscrira. Haïti doit réclamer à la France pour la famille haïtienne qui de descendance française s'est vue voler ses biens par les parents établis. Ceux de l'ile n'ont rien reçu en héritage, et les autres s'en réjouissent de l'ignorance. C'est le temps de la moisson. D'abord, **Vorbe** de la descendance de Marie-Reine, de Marie-Catherine, de Théodore aussi, sont-ils de ceux qui ont reçu des pots de l'indemnisation pour l'esclavage perdu en République. Quel rapport avec Vorbe et Fils en Haïti, avec l'affaire de l'électricité offerte en panne d'électricité au coût de la livraison qui n'aboutit pas ? *Comme à Beyrouth ?* Ou, Vorbe en Haïti possède-t-il sans le savoir des biens d'ascendance en France, qui ne lui ont jamais été remis, au profit de Vorbe en France ?
Haïti doit réclamer alors les taxes sur la richesse depuis 200 ans, si oui ?

Considérons ici Jacques Chaban Delmas en Haïti par affinité, pour affaires de brigade *chabaniste*. Ou autre, mais que sont les antécédents si la famille reçue haïtienne après l'Indépendance, et ignore le patrimoine volé en France par les *filii* ?

Où est le diplomate haïtien en France et en Europe, où sont les rouages consulaires de l'État d'envoi chez l'État d'accueil pour identifier le patrimoine ? *La pègre pèse, là* !

Qui est donc Le Drian sinon l'humain *petit trapu* comme tout le monde, non le super homme. Pourquoi donc le référencer par les pouvoirs et non par les redevances ? Il ne suffit pas d'un ascendant malien à l'Éducation sans le Camerounais à la Culture, le Sénégalais à la Défense, le Tchadien à l'Intérieur, l'Ivoirien à l'Agriculture, l'Haïtien au Patrimoine, le Congolais à l'Outremer, le Gabonais à l'Économie...*les ministères* ?
C'est ici que je présente dans un premier temps, une liste partielle d'effets coloniaux.

Transmission des titres, Haïti 1825
« Selon la Commission chargée de répartir l'indemnité attribuée aux anciens Colons de Saint-Domingue, seuls les anciens propriétaires de biens immobiliers (habitations, immeubles, *etc*.) peuvent toucher une compensation, sur la présentation de leur titre de propriété ou un ensemble de documents prouvant leur propriété dans l'ancienne colonie.

(Je note ici que le titre de propriété pouvait être aussi de l'esclave ancien).

L'indemnité a été déterminée par la Commission en se basant sur l'estimation de la valeur du bien en 1791.

Les titres sont portés soit par le ou les anciens propriétaire(s) soit en cas de décès par leurs ayants droit et/ou soit par leurs créanciers.

Il est noté dans la base de 1825 que les anciens propriétaires reçoivent 0F lorsqu'ils sont décédés, dans ce cas seuls les ayants droit peuvent prétendre à toucher l'indemnité».

La répartition entre les ayants droit ne se fait pas forcément à égalité.

Ancien propriétaire
, .

Ayant droit
, , , , , Vorbe Jean-Louis, , , , , .

Titre 51719 = indemnité de Valeur titre 800F.

Ancien propriétaire
, .

Ayant droit
, , , , , Vorbe Jean-Louis, , , , , , .
Titre 53028 = indemnité de Valeur titre 710.4F.

Ancien propriétaire
, .
Ayant droit
, , , , , Vorbe Jean-Louis, , , , , ,
Titre 51781 = indemnité de Valeur titre 9300F
Ancien propriétaire
,
Ayant droit
, , , BRUN Baptistine-Louise-Blanche ,

N° ordre d'état de paiement: 7438-7439-7440-7441-7442/

N° ordre général d'enregistrement de la réclamation : 7906 / Valeur du titre : 9300.

Baptistine-Louise-Blanche BRUN aurait reçu 1162.50F en tant qu'un des héritiers, à divers titres, de(s) l'ancien(s) propriétaire(s).

Date des dÈcisions : 14/11/1831 / Date d'envoi des Ètats de paiement : 01/01/1832.

Observations : Aucune /
Registre : V / Localisation : Haïti Saint-Domingue / Page recueil : 126 / Numéro de paroisse : 12 / Nom de paroisse : Cap-Français / Commentaire : / Aucun

PROPRIÉTÉS

Type de propriété : Maison. Nom bien rural : //. Adresse : Rues d'Anjou et du Chantier, n° 253. Quartier : Cap. Localité : Cap-Français. Description : Maison.
Type de propriété : Maison. Nom bien rural : //. Adresse : Rues Neuve et des Religieuses, n° 93. Quartier : Cap. Localité : Cap-Français. Description : Maison
Circulation du titre
Personne en possession :
Statut : Ancien propriétaire
Rang : 1 Précisions : ...
Personne en possession :
Statut : Ancien propriétaire
Rang : 2 Précisions : ...
Personne en possession :
Statut : Ayant droit Rang : 1
Précisions : Héritiers, pour les sommes ci-contre, de leurs père, mère, grand-père, grand'mère, anciens propriétaires.
Personne en possession :
Statut : Ayant droit Rang : 2
Précisions : Héritiers, pour les sommes ci-contre, de leurs père, mère, grand-père, grand'mère, anciens propriétaires.
Personne en possession :
Statut : Ayant droit Rang : 3
Précisions : Héritiers, pour les sommes ci-contre, de leurs père, mère, grand-père, grand'mère, anciens propriétaires.
Personne en possession : e
Statut : Ayant droit Rang : 4
Précisions : Héritiers, pour les sommes ci-contre, de leurs père, mère, grand-père, grand'mère, anciens propriétaires.
Personne en possession :
Statut : Ayant droit Rang : 5
Précisions : Héritiers, pour les sommes ci-contre, de leurs père, mère, grand-père, grand'mère, anciens propriétaires.

Une liste plus exhaustive de propriétaires coloniaux qui ont réclamé
Viau Adélaïde-Joséphine 1 titre de propriété 37050 francs ; Viau Anne-Victoire 1 titre 137.5 francs ; Viallet Jean-Pierre 1 titre 34444.44 francs ; Viard Eugénie-Adolphe 1 titre 27300 francs ; Vedrine Marie-Susanne 1 titre 14408 francs ; Vedrine Marie Suzanne 1 titre 1950 francs ; Thomassin Louis-Alexandre 1 titre 6825 francs ; Thomazeau Louis 1 titre 542.5 francs ; Thomazeau Joseph-Célestin 1 titre 0 franc ; Thomazeau Benoit 1 titre 542.5 francs ; Théard Étienne-Francois 2 titres 0 franc ; Théard Marie-Francoise-Aimée 2 titres 37950,1 francs ; Thebault Monhaison Marie-Rose-Félicité 1 titre 5700 francs ; Thébaut Marie-Françoise 1 titre 1000 francs ; Tardieu Alphonse-Antoine 1 titre 11800 francs ; Tardieu Antoinette 3 titres 11849.99 francs ; Tardieu Césarée 3 titres 11850 francs ; Sicard Joséphine 1 titre 2200 francs ; Sicard-Lascaze Marie Madeleine-Mathilde 1 titre 5429.13 francs ; Sicard Victor 1 titre 4586.66 francs ; Séjourné Marie-Jeanne 1 titre 4700 francs ; Séjourné Jacques 2 titres 2124 francs ; Séjourné Louise-Marie-Thérèse 2 titres 10138.33 francs ; Séjourné Marie-Jeanne 1 titre 20366.66 francs ; Séjourné Marie-Elisabeth 4 titres 70721.33 francs ; Rouzier Marguerite 1 titre 9425 francs ; Roy Bernard 1 titre 2044.31 francs ; Rocourt Louis-Ambroise 1 titre 9515 francs ; Robinet Jacques-Simon 3 titres 12348.23 francs ; Robinet Marie 3 titres 51900.96 ; Riobé Renée 1 titre 1572.95 francs ; Riobé Bonne-Angélique 1 titre 1571.95 francs ; Pierre Rigal 1 titre 16435.83 francs ; Rigaud Marie-Anne 1 titre 39796.33 francs ; Revel Catherine-Eugénie 1 titre 18857.1 francs ; Perry Jean 2 titres 5037.6 francs ; Perry Anne-Aménaïde1 titre 5037.5 francs ; Parisot François-Marguerite 2 titres 28425 francs ; Parisot Marie-Françoise 1 titre 140.83 francs ; Odin Susanne-Rose 1 titre 10000 francs ; Moura Anne 2 titres 24655.11 francs ; Moura Bertrand 1 titre 24655.11 francs ; Metayer-Descombe Étienne 1 titre 7663.32 francs ; Merceron Jeanne-Françoise-Eugénie 4 titre 2003.45 francs ; Mathon Marie-Françoise 2 titres 46713.33 francs ; Martineau Jean 1 titre 21799.2 francs.

La question des **RI** est à double tranchant, consulaire bien qu'avant la convention de Vienne, mais les négociations menaçantes font foi, il y avait l'État d'accueil établi et le réputé État d'envoi. Il y avait tout simplement le perdant d'une guerre qui a commis des crimes pendant des lunes indiennes qui réclament pour des criminels quand il a chassé de ces criminels chez lui pour les enfermer en colonies éloignées avec fin de non-retour. Face à l'Humanité de l'homme, il n'a rien remis. Et, de l'autre, diplomatique, fort de ses relations américaines coercitives, réclame à l'État d'Haïti monts et merveilles pour compenser des criminels. Qui sont ces noms alors en Haïti, après dédommagements de la réparation consulaires tandis que l'État d'Haïti est né après, donc n'était pas un État fautif. Ces noms connus de ce pays méconnu ont-ils de ces privilèges spéciaux encore aujourd'hui sous le couvert d'être des Haïtiens par défaut. :a question à double tranchant puisque haïtiens aussi, ont-ils des héritages non réclamés en France, donc une fortune cachée ou une fortune qui leur est cachée, au profit des autres parents au pays du colonialisme ?

À qui donc appartient, ou avec quel argent a été construit, l'Académie nationale de Musique éminemment appelée Opéra National de Paris fondé en 1847 avec tant de transformation dont l'ancienne académie royale de musique 1669, quand l'esclavage a contribué à faire élire la gloire dans le cœur du Français à ce jour.

Si nous vivons de *l'ultra vires* avec le Russe, alors la culpabilité est héréditaire.

Liste complémentaire partielle
Loubeau François 1 titre 11974francs ; Loubeau Dominique 1 titre 11974 francs.
Lescouflair Nicolas 1 titre 0 franc ; Lescouflair Antoine Nicolas 2 titres 16305 francs ; Lemaire Jacques 1 titre 0 franc ; Lamothe Bertrand 1 titre 8775 francs ; Lamothe Marie-Cécile 2 titres 1581.67 francs ; Lafitte Augustin-Dominique 1 titre 0 franc ; Lafitte-Baudric Jenny-Rosa 1

Suite en page 5

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 5

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Suite de la page 4

1 titre 38100 francs (voir Séjourné Bernard pour Château Lafitte) ; Lafitte Antoine 1 titre 29963.89 francs ; Lafond Jeanne 1 titre 0 franc ; Lafond Antoine 1 titre 0 franc (voir Jean Daniel Lafond de Michaelle Jean) ; Labrousse Catherine 2 titres 4750 francs ; Labrousse Catherine 3 titres 13158.34 francs.
Jauvin Jeanne-Louise-Marguerite-Joséphine-Désirée 3 titres 77125 francs.

Imbert Cécile-Françoise 2 titres 66345.36 francs ; Imbert Joseph 2 titres 106000 francs (voir sous Pétion) ; Imbert Jean-Claude 1 titre 40000 francs ; Imbert Jeanne-Victoire-Elisabeth 1 titre 58200 francs

Hudicourt Angélique-Alexendrine-Victoire-Joséphine 2 titres 20408.4 francs.

Guérin Marie-Madeleine 1 titre 5050 francs ; Guérin Marie-Louis 1 titre 4125.44 francs ; Grasset Élisabeth-Antoinette 1 titre 60655 francs ; Grasset Jean 1 titre 14250 francs ; Grasset Louis-Auguste 1 titre 16000 francs ; Gourgues Marie-Aimée 2 titres 45300 francs ; Garnier Catherine 1 titre 4304.92 francs ; Garnier Antoinette-Adélaïde-Caroline 2 titres 21312.5 francs ; Gaillard Calis-Marie-Thérèse 1 titre 6961.93 ; Gaillard Claude-Joseph-Marie 1 titre 915 francs ; Galbaud-Dufort Jacques-Marie-Henri 1 titre 12869 francs.

Fournier de Bellevue Jean-Pierre-René 5 titres 235019.72 francs ; Fournier de Bellevue Jean-Jacques-Louis 235019.72 francs ; Fournier de Bellevue René-Charles-Marie 3 titres 170 193.06 francs ; Foucault Jean-Baptiste-Marie 1 titre 4875 francs ; Fouché Pierre 1 titre 0 franc ; Foucher de Lasseary Émile 2 titres 13500 francs ; Fleury de la Gorgendière Marie-Louise 1 titre 119791.24 francs ; Focard d'Escaux Marguerite 1 titre 0 francs ; Fitremann Jean-Baptiste-Charles-Stanislas-Hippolyte 1 titre 103 827.24 francs ; Ferré Francois-Jean 2 titres 13500 francs ; Ferreira Moise 1 titre 11850 francs ; Faure Marie-Francoise-Forestine 1 titre 976.56 francs.

Etchevers Guillaume 1 titre 6500 francs ; Etchevery Pierre 1 titre 0 franc.

Fabre Poirier Jean 1 titre 2873.33 ; Faucher Anne-Desirée 2 titres 13366.66 francs.

Duverger Charles-Eugène 2 titres 14158.95 ; Duverger Georges-Catherine-Eutrope 1 titre 98960.3 francs ; Duvivier Catherine-Charlotte-Aimée 1 titre 5850 francs ; Duvivier Marie-Jeanne 1 titre 6840 francs ; Dussaut Marie-Sophie-Antoinette 3 titres 53315 francs ; Duval de Monville Louis-Camille 1 titre 26625.25 francs ; Duval de Monville Louise-Catherine-Alexandrine 1 titre 26625.25 francs ; Durocher Joseph-Marie 2 titres 13624.77 francs ; Durosier de Magnieu Charles-Marie-Francois 1 titre 53250 francs ; Dupuy Jean-Francois 1 titre 23166.66 francs.

Dupuis Marie-Élisabeth 2 titres 42122.99 francs ; Duplessis Similien-Donarien-Richard 1 titre – franc ; Duplessis Jeanne-Élisabeth 1 titre 25269.81 francs ; Dupéré Jean 1 titre 780 francs ; Dumas Autre Jeanne 4 titres 9412.66 francs ; Dumesnil-Daussigné Louis-Gustave 1 titre 18700.94 francs ; Dumont Antoine 1 titre 0 francs ; Dumoulin Geneviève 1 titre 11375.5 francs ; Dufour Marie-Anne 1 titre 19266.33 francs ; Dudemaine Jeanne-Charlotte 1 titre 12675 francs ; Dufour Baptiste 1 titre 16900 francs ; Dubois Marie-Madeleine 4 titres 109720.63 francs ; Dubourg Jeanne 3 titres 61014 francs ; Drouillard Nicolas-Marie 2 titres 42310.72 francs ; Desroches Marie-Susanne 2 titres 87932 francs ; Deschamps Marie-Pétronille 1 titre 22113.66 francs ; Deschamps Marie-Pétronille 2 titres 62117 francs ; Deschamps Jacques-Louis-Hyppolyte 7 titres 1413 53.77 francs ; De Ronseray Louis-Auguste 3 titres 90762.93 francs ; Delaire Marie-Susanne 1 titre 330000 francs ; De la Ferrière Jeanne 1 titre 136013.44 francs ; Dejean Antoine-Cyprien 1 titre 8125 francs ; Dejean Marie 1 titre 8108.5 francs ; De Grasse Alexandrine-Sylvie-Maxime 1 titre 54761.66 francs.

Bailly Adolphe 2 titres 2300 francs ; Bailly Arnaud 2 titres 2300 francs ; Bailly-Blanchard Louise-Marie-Eugénie 1 titre 6300 francs ; Bailly Charles-Adolphe 1 titre 2000 francs ; Bailly Nicolas 1 titre 13325 francs ; Bailly Louise 1 titre 12325 francs ; Barbier Madeleine Victoire 1 titre 6666.66 francs ; Baussan Louise-Charlotte 3 titres 169 4 42.26 francs ; Bazin Marie-Anne 1 titre 61676.33 francs Beau boeuf Augustin 2 titres 7375 francs ; Blanchet Henri 1 titre 625 francs ; Blomberg Charles-Auguste 2 titres 4713.73 francs ; Blondel Antoine-Dominique-Joseph 2 titres 38405.5 francs ; Bonnaire Marie-Thérèse 1 titre 35415.25 francs ; Boulin Marie 1 titre 75680 francs.

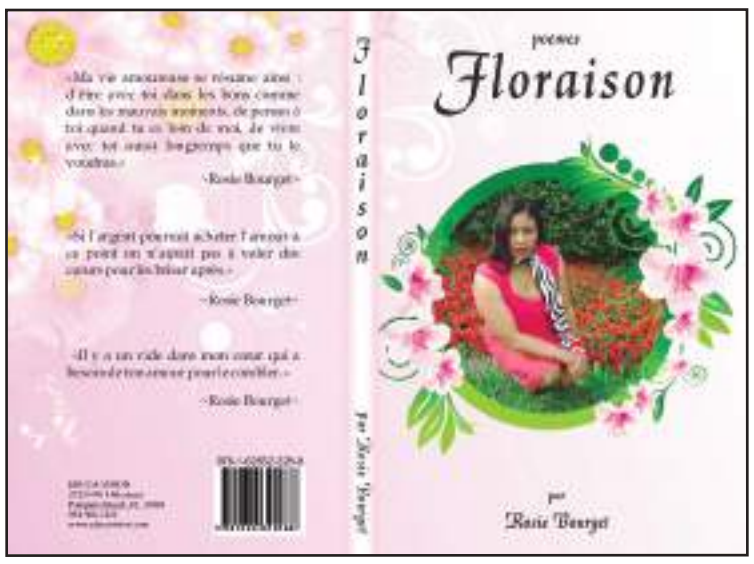
Castera Louise-Victoire-Céline 3 titres 9572.91 francs ; Castex Pierre 2 titres 12576.06 francs ; Cauvin Jean-Joseph-François-Bruno 1 titre 9065.35 francs ; Cavé Anne 1 titre 11050 francs ; Cazeau Jeanne 1 titre 912 francs ; Charlier Marie-Angélique-Adélaïde-Victoire 2 titres 25125 francs ; Chatelain René 1 titre 0 franc ; Chauvet Pierre 1 titre 1294.23 ; Chauvet Jean-Jacques-Antoine 1 titre 1584.65 francs ; Chirac Jean-Marie 1 titre 12275 francs ; Civadier Marie-Antoinette-Gustave 1 titre 12943.6 francs ; Colas de Brouville Malmusse Thomas 1 titre 35334.98 francs ; Collinet de Rougebourse Armand-Louis-Denis 1 titre 351 36.97 francs ; Condé Charles-René 3 titres 50300.45 francs ; Courrège Louis-Marie 1 titre 12423.33 francs ; Courtois Marie-Anne 1 titre 24375 francs.

Dalmassy Pierre-Antoine 2 titres 13159.99 francs ; Damas D'Azéma Anne-Marie-Claire 1 titre 633.33 francs ; Daniel François 1 titre 1333.33 francs ; Darbonne Jean-Baptiste-Guillaume 1 titre 0 franc ; Dauphin Marie-Madeleine 1 titre 3506.66 francs.

Vuiton Claude-Joseph 4 titres 88963.33 francs : Villepique Louis-Antoine 1 titre 7941.66 francs.

Wagner Hubert-Frédéric 2 titres 9470.5 francs ; Wagner Quintienne-Justine-Fanélie 2 titres 9470.5 francs ; Wagner Marie-Anastasie-Henriette 2 titres 9470.5 francs ; Walsh Antoinette-Julienne 2 titres 232952.8 francs.

Données d'après un repaire de Base 1849 de la colonie de St Domingue.



DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Pa gen anyen yo ka fè pou fè n bliye dosye gang ki kwoke nan gòj yo a ! Ēske gang pifò pase pèp la ?

Mèkredi pase, 8 jen, tout lajounen se te youn sèl pawòl nan tout rezo sosyo epi nan kout telefòn adwat agòch: Prepare nou, paske prezidan Titid pral tounen! Lè m te mande kisa k prezidan Titid la ? Gen mounn ki te pase m nan betiz, yo mande m kote m te ye lè tipè Sen Jan Bosko a t ap fè tout mèvèy nou konnen yo ? Se espre m ap fè, kòmsi m pa konnen prezidan Jan-Bètran Aristid (Jean-Bertrand Aristide), *Titid pour les intimes et les fanatiques !* Mwen tonbe ri, epi n ap eskize m, paske m te di tout mounn ki t ap repete koze sa a : « *Bounda Nini !* »

Yo te di m tout bagay fin regle. Manzè La Lime fè tout jounen lakay Titid la nan Taba, ap fikse tout bagay, sanzatann nou pral tande se prezidan Aristid y ap anonse kòm prezidan pwovizwa pou vin fè bon jan eleksyon nan peyi Dayiti. Kòm nou konnen Manzè La Lime se Ruth Helen Meagher La Lime, chèf BINUH (Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti), reprezantan sekretè jeneral gwo òganizasyon nan Nouyòk la ki anbrase pran prèske tout peyi sou latè. Mwen te repete yo menm pawòl la.

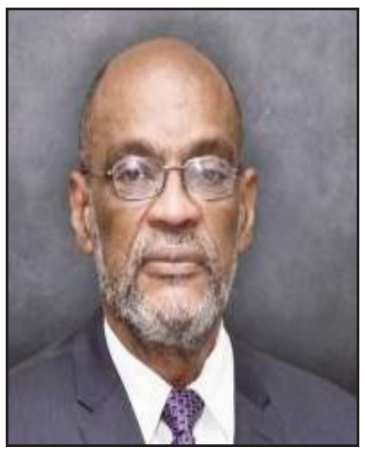
Yo te di m, mande mounn pa m ann Ayiti si yo pa wè tout solda ak polisye ki vin ranfòse sekirite lakay prezidan an ? Sè ke msye deja prezidan! Se « *moment propice* » y ap tann pou mete msye chita nan Palè a, jan mesyedam anbasadè CORE Group la abitye fè. Gade jan yo te fè l ak doktè a, kivedi Ariel Henry (Aryèl Anri). Mwen te repete menm pawòl la : « *Bounda Nini* ! »

Divèsyon de kote, ann rantre nan manman koze a

Tou sa se divèsyon. Yo konprann yo ka fè pèp la bliye pi gwo dosye a, kesyon gang k ap pran peyi a nan men yo. Men arive vandredi, 10 jen, gang « *Village de Dieu* » te ba yo youn leson yo p ap janm bliye. Yo desann nan Bisantnè, nan Pòtoprens la, kote « *Tribunal de première instance* », premye gwo tribinal lavil la, yo flank tout mounn deyò, zam alamen. Yo ranmase tout dokiman yo te vle. Epi se lè sa a nou tande Lapolis te debake vin kouri dèyè yo. Adye papa ! Lè chwal fin pase, men y ap kouri di « *fèmen baryè !* » Antouka, nou pa egare.

Pa gen dout nan sa, gang yo fè sa yo vle, lè yo vle. Yo gen pi bon zam pase Lapolis e yo pa manke minisyon. Yo gen gwo koneksyon Ladwann ak sipò gwo chef. Menm Premye minis la te voye mesaj andaki ba yo pou di yo l avèk yo.

Gen mounn ki di se pawòl



Aryèl Anri poko revoke konmisè gouvènman Miragwan nan, sa l ap tann.

m ap fè. Alò mwen mande si yo pa t wè « *twit* » Premye de fakto a te met deyò depi nan lendi 6 jen an. Youn Premye minis ki pa janm di anyen lè gang kinape sitwayen, menm ansasinen yo, vwala ke, de Los Angeles etan, nan peyi Etazini kote l te ye depi nan vandredi semèn pase, 4 jen, li te kouri bay pozisyon l sou kesyon bandi yo rele Elvé (Elvain) Sain-Jacques (Ēlve Sen-Jak), « *paisible citoyen de Village de Dieu* » ke konmisè gouvènman Miragwán nan te egzekite. Li te di tou Jean Ernest Muscadin (Jan Ēnès Miskaden) nan tèt chaje, paske minis Lajistis la pral ranplase l tousuit. Kòm pawòl franse a di, « *Qui se ressemble s'assemble* ». Minis Jistis la, Berto, osnon Berteau, Dorcé se youn ansyen prizonnye pou kesyon dwòg. Nou te deja eksplike sa lè Aryèl Anri te nonmen l nan pòs la nan mwa septanm lane pase. Wi, « *zwazo menm plimaj* », jan yo di sa nan lang angle a.

Men pandan m ap ekri sa la a, nan samdi swa, asireman Premye minis la gentan tounen Ayiti. Epi jouk kounnye a, m poko tande Miskaden ranvwaye. Okontrè, se gwo manifestasyon mwen te wè nan Miragwán semèn pase a, kote pèp la te pran lari, dè milye de mounn k ap rele : « *Miskaden ! Miskaden ! Miskaden ! Nou avè w ! Wi, Nip la se simityè gang li ye !* » Kivedi gang pa met pye bò isit la, paske si n vini nou pral bwa chat, nan peyi san chapo !

Jan nou wè bagay yo ap vire kounnye a, sanble gouvènman an pral oblije pran «*des mesures* » kont pèp la. Ēske otorite yo soti pou revoke tout pèp la, jan de fakto a di sa pral fèt pou Miskaden an ? Eskize m si nou kwè se nan betiz m ap pase otorite yo. Men m pa wè kisa m ka di lè pèp la di li pa ka aksepte gang sa yo. Yo bouke !

Si se konmisè gouvènman tankou Miskaden ki ka fè travay la pou vin ba yo sekirite jansadwa, nou wè se plis otorite tankou Miskaden ki pral boujonnen nan tout peyi a. Kounnye a se pral lagè ant pèp la ak gang. M ap ret tann pou m wè si se gang k ap genyen batay sa a. Si yo genyen l, djòb Premye minis la asire. Men tou, lè se tout youn peyi ki kanpe, m pa wè kijan youn ponyen gang, ame jouk nan dan pral kapab reziste. Menm si yo ta itilize tout zam yo genyen, yo p ap gen ase minisyon pou desann tout pèp sa a ki pral anvayi yo. Yo konn pale de « *Apokalips* », enben men « *Apokalips* » la ap blayi ann Ayiti nan kesyon gang nan. Kòm yo di pawòl la, « *A peine si les plus justes seront sauvés !* »

Menm si se an franse, Premye minis la di li pa renmèt anyen de bon

Menm Premye minis la, apre l te fin fè gwo fopa nan lendi, 6 jen an, nan vandredi 9 jen, lè l te gen chans pa l pou l te pale nan « *Sommet des Amériques* » la, nan Los Angeles, msye te vire bouch li lanvè pou l montre prezidan Joe Biden, ki te envite l la, ak tout lòt chèf Deta ak Premye minis ki te la yo, ke l fatige ak kesyon gang ann Ayiti a. Fò m ban nou kèk moso nan mesaj li a. Nou menm nou ka di m si msye pa youn gwo ipokrit.

Men Premye a k ap pale an franse epi tradiktè ap bay sa nan lang angle ak panyòl : « *Mon pays fait face actuellement à une insécurité alimentée par des gangs armés qui violent, qui tuent et kidnappent les nationaux aussi ben que des étrangers* ». Kisa ? Wi, nan bouch doktè Anri pawòl sa yo soti. M konnen m pa bezwen tradui an kreyòl pou nou, paske nou konprann franse a.

Se pa sa ase msye te di. Li fè konnen ke akòz ensekirite gang yo vin mete nan peyi a, kapital la koupe ak zòn kote ki te gen gwo tranbleman d tè mwa dout la (mwa dawou pou mounn nan Nò). Mo « *Matisan* » an pa janm sot nan bouch li. Men nou menm ki byen konnen de kisa l t ap pale, nou byen konprann li : « *Cette zone est pratiquement coupée du reste du pays* ». Se 4 depatman, Sid, Sidès, Grandans ak Nip, anplis 3 vil nan depatman Lwès la : Leogán, Grangwav ak Tigwav.

Li di lòt pawòl toujou nan diskou l la devan tout mounn

Kinmisè gouvènman Jan Ènès Miskaden nan nouvèl anko, li touye youn lot chef gang ki te debake nan teritwa l.

yo ki te reyini nan gwo konferans sa a ki montre li pa fè anyen depi l monte sou pouvwa a depi 20 jiyè lane pase, prèske youn lane. Li sa : « *Nos institutions démocratiques se sont effondrées, . . . l'avenir paraît sombre* ».

Epi kòm si l ap voye dlo san mouye pèsonn, li di sa vin pirèd depi yo te ansasinen prezidan Jovnèl Moyiz la (Jovenel Moïse). Men : « *J'ai le sentiment désagréable que ceux qui ont conçu et financé ce plan macabre échappent encore à notre système judiciaire* ». Toujou, nan voye dlo pa mouye pèsonn nan, li pase pran sitiyasyon ayisyen k ap kouri kite peyi a epi ki jwenn tout klas move tretman. Li sa ankò : « *Les migrants haïtiens dans leur quête de mieux être prennent tous les risques pour atteindre un pays d'accueil. . . . Je continue à plaider pour qu'un traitement humain respectueux de leurs droits leur soit réservé* ».

Jan l pale a, li pa aksepte ke se otorite lakay ki vòlò tout lajan peyi a ki te ka ede met travay toupatou ki responsab tou pou sitiyasyon sa a kote Ayisyen ap kouri kite lanfè lakay la. Se pa sèlman « *Double dette de l'indépendance* » Lafrans ak dap piyan Ameriken sou lajan peyi a ki lakòz sitiyasyon pòvrete a, jan sa te parèt nan jounal *New York Times,* nan dat 20-22 me a. Men li : « *Je crois que l'accent doit être mis sur la recherche de solutions concrètes et durables aux problèmes qui poussent les migrants à partir de chez eux. . . . En Haïti, ces problèmes ont pour nom la misère, le chômage, l'absence d'opportunités pour les jeunes, les inégalités, l'insécurité et l'instabilité politique* ».

Toutotan gen plis gang k ap bay traka sitiyasyon an anfavè Premye minis la

Doktè Anri pa wont lè l t ap di tout pawòl sa yo ki montre ke l pa janm fè anyen pou chanje sitiyasyon an depi l pran pouvwa a ! Okontrè, gen mounn ki kwè avèk youn sitiyasyon ki anfavè l, li pa gen okenn rezon pou anyen chanje. Pran kesyon « *ensekirite* » l ap pale a, èske se pa gang yo ki plis kreye sa ? Kisa l fè depi l monte a pou l te bay youn egzanp ak gang Matisan yo ? Gen mounn ki pa konprann sa, si gang yo pa egziste, sekirite kòmanse reprann, Premye minis la pral oblije fè eleksyon. Jan l toujou di, se ak eleksyon pou pèp la chwazi youn prezidan. Epi se lè sa a li ka renmèt pouvwa a. Kidonk, tank ensekirite a pirèd, se tank li ka kenbe pouvwa a, nèspa ?. Nèg entelijan, papa !

Antouka, gen mounn ki konprann jwèt msye a. Se poutèt sa gen sitwayen konsekan, tankou Jean Ernest Muscadin, ki di, youn fason ou youn lòt, fòk nou atake kesyon « *bandi legal* » yo. Epi men Aryèl Anri, « *Mesye Woule m 2 bò* » k ap di pa manyen okenn « *citoyen paisible* » ki abite nan youn zòn ki pote non Bondye. Se bon mounn yo ye.

Epi se konsa nou vin rantre nan bonjan lagè. Se pa anyen ki gen pou wè ant mounn ki anfavè Lajistis epi lòt ki kont Lajistis. Dayè, li menm li deja admèt Lajistis, pa egziste nan peyi Dayiti. N ap fè l sonje sa l te di nan diskou l la : « *Nos ins-*

Ale nan paj 9

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

feeling negative effects from the confab, due to his own doing.

Exulting about his accomplishments, his office issued a communique on Thursday, June 9, regarding the bilateral meeting he had with his counterpart next door, Dominican President Luis Abinader. It's said that they discussed security, migration and regularization of Haitian workers in the Dominican Republic, and better management of ports, mainly the border crossings, all sensitive issues between the two countries.

Also discussed was the renewal of BINUH's mandate, the UN Integrated Bureau in Haiti since 2019, the mandate of which had been prolonged last year to July 15. Finally, there's the candidacy to the post of director general of the Pan American Health Organization (PAHO), of Dr. Florence Guillaume Duperval, Haiti's former Minister of Public Health and Population.

Providing specifics, the Prime Minister's office stated that President Abinader announced that his country was *"ready to provide technical assistance to the Haitian government in the areas of technology and intelligence."*

In the case of illegal Haitian immigrants working in the country next door, President Abinader *"reached an agreement with the Prime Minister whereby the workers would be provided identity documents and the mixed Haitian-Dominican Commission would be revitalized."*

About BINUH, the two Executive chiefs agree for *"renewing its mandate, putting emphasis on justice and security."* Moreover, President Abinader *"favorably welcomed the candidacy of Dr. Guillaume Duperval to head PAHO."*

The response of the Dominican government can't be but a diplomatic slap

The next day, that's Friday June 10, the Dominican government issued its own communiqué which amounts to a diplomatic slap at the Haitian Prime Minister. There was no agreement to regularize the situation of immigrants and Haitian workers, it's stated. Neither was there any promise to support the candidacy of the former Haitian Minister of Public Health, Florence Guillaume Duperval as general director of the Pan American Health Organization.

And the Dominican government gave these specifics: *"1. Concerning the immigrants and the workers, the Haitian government must do the outmost to provide official Haitian documents to all the immigrants and workers who are in the Dominican Republic.*

"2. As to the candidacy to PAHO (OPS in Spanish), *the Dominican president indicated he could not promise any support, considering that the government of Panama also has a candidate in the running for the same post, and is an ally with whom we must discuss.*

"Regarding the bilateral agenda with the government of Haiti, the Dominican government has very clear positions. The only valid information on agreements or discussion undertaken within the framework of the Summit of the Americas is what emanates from official organs of the Dominican Republic."

There's no way to interpret that official communiqué of the Dominican government, except to conclude that the Haitian Prime Minister is called a liar. Furthermore, the veracity of information from the Haitian government can't be trusted. Only "official information" issued by the Dominican government must be considered as valid.

President Abinader asserts that the magnitude of Haiti's problems is such that urgent international response is needed

Meanwhile, much attention is given to the speech, last Thursday, of President Abinader at the Los Angeles summit, during which he pleaded for a change of paradigm regarding Haiti by an international community, some members of which bear much responsibility for the poverty in Haiti, which makes the country an unbearable problem for the Dominican Republic.

In stark terms, President Abinader addresses the Haitian problem, complaining that the Dominican Republic has been left alone to face the worsening situation in the country next door. Here in his own words, as translated from the speech delivered in Spanish:

". . . No less important, I feel it necessary, even a duty to speak out, as I have done in previous occasions, about the imperative necessity of the international community, in particular the countries of the Americas, to act hastily, in view of the dramatic developments in Haiti.

"Haiti, which historically has paid dearly its debts to developed countries, calls out for and requires a coordinated action to bring peace to this country, the poorest of the Western Hemisphere." As for me and my government, there's no way to justify the fact that this community of nations would permit that a State, right in the middle of this American continent, finds great swaths of its territory under the control of criminal gangs.

(The reference to "debts to developed countries alludes to the series of articles in The New York Times last month, vividly showing the plunder of Haiti by France and the United States over more than a century to punish the country for the temerity of our ancestors who defeated the slave masters on the battlefield in November 2003, after three centuries of enslavement, to establish the first Black Republic in the world, declared on January 1, 1804.)

Luis Abinader, the Dominican President.

And the Dominican President continues: *"The Haitian people are suffering from the consequences of instability and insecurity caused by these gangs, that have forced its citizens to look for other alternatives to survive. In the process, the pressure has grown significantly leading to an uptick in migration, mainly to the Dominican Republic and, in a lesser extent, to other countries of the region.*

"The Dominican Republic, alone, cannot carry the load of Haiti's problems. Already, our country has been doing much more than it can. The situation has gone over the limits of a migratory problem. For us Dominicans, it is a case of national security, for which we are forced to do what's necessary, as any sovereign country would do, if faced with a similar threat, to secure adequately our borders."

(That last statement is in answer to criticism against President Abinader's decision to erect a wall on about half of the 244-mile border between the two countries, a project that he inaugurated last February 20, in Dajabon, the northwest city of the Dominican Republic across from Ouanaminthe, in Haiti's northeastern region.)

Concluding with the problem of Haiti, President Abinader made an urgent plea to the international community which is called upon to assume *"a major role in support of the Haitian people by being involved with great urgency in finding ways to pacify the nation and bring about its definitive recuperation."* Some say this is a direct call for international military intervention in Haiti.

A former Haitian ambassador in the Dominican Republic thinks differently

Paul Arcelin, formerly Haiti's ambassador to the Dominican Republic (twice) asserts that elements of the demobilized Haitian Armed Forces, together with a well-equipped Police Force can handle the situation in Haiti. He blames the United States and other members of the international community for the current chaos in the country. *"That' the result,"* he says, *"of the unconstitutional demobilization of the Haitian army carried out by President Aristide in January 1995, after he was reinstated in power in October 1994 under the protection of more than 20,000 U.S. troops."*

He contends that *"whereas the Police Force created with international support in 1995 is poorly equipped, the gangs, that emerged under the glare of the various United Nations missions to stabilize Haiti and reinforce democracy, have sophisticated weapons and ammunition aplenty."* Therefore, he maintains that *"The Haitian Armed Forces must be remobilized and the embargo on arms to the Haitian military by the United States must be lifted. No international force would then be needed."*

Pertinent commented quotes from Prime Minister Ariel Henry's speech at the Los Angeles Summit

The Prime Minister must have felt in seventh heaven last Friday, on the final day of President Biden's summit in Los Angeles. Not only had he gotten his photograph taken earlier with the American presidential couple, but here he was addressing an assembly of leaders and other important personalities of the Western Hemisphere as President/Prime Minister of Haiti. Forget that the summit had failed the litmus test of being *"The Summit of the Americas,"* due to exclusion by the U.S. of certain leaders of the Hemisphere, which resulted in boycott of the event by others, even Mexico's president and others who protested that action.

Anyway, Ariel Henry, in our view, was backing President Abinader in his remarks, a day earlier, when he had put emphasis on the chaos in Haiti. The Dominican leader was first to decry at the summit a situation that the leaders of the Western Hemisphere failed to address: Gangs controlling large parts of a country right in the center of the hemisphere. Now we'll let Dr. Henry present the case as he sees it:

"My country currently faces an insecurity due to armed gangs who rape, kill and kidnap our citizens, as well as foreigners. . . . By their action they inhibit free circulation of people and goods." A clear example of this is what has happened to the Greater South of Haiti, with four of 10 of the departments, as the mini states are called, cut off, since June 1st of last year, from the capital. He says it: *"This area is practically cut off from the rest of the country."* But he fails to say that he hasn't done anything since he assumed power on July 20, 2021 to reverse that situation, prompting some analysts to say that he's in cahoots with the gangs. The longer they maintain the chaos, the longer the Prime Minister stays in office because he can't organize elections in that atmosphere. And, as he keeps repeating, he will only relinquished power to one chosen in a democratic election by the people.

Regarding the democratic institutions gutted under the glare of the international community

Concerning Haitian democratic institutions, Dr. Henry enlightened the audience, not even ashamed of what he was saying. *"Our democratic institutions have collapsed,"* he stated, *"our future appears grim following the assassination a year ago of President Jovenel Moïse."*

Apparently, he knows more than what he says about that assassination because he himself is implicated in the plot that led to that dastardly act. His telephone conversations with the alleged mastermind of the plot, Joseph Felix Badio, right before and after the assassination are registered. Moreover, Badio has disappeared from the scene, ostensibly with the Prime Minister's support.

Interestingly, Dr. Henry points fingers at others, who may have been listening to him, *"I have the disagreeable impression that those who conceived and financed this deadly plan have until now escaped the grasp of our judicial system."* But there's no functioning justice system in Haiti. Witness the country's *Cour de Cassation*, equivalent to the U.S. Supreme Court which has been dysfunctional for more than a year. Moreover, the Prime Minister previously said he was ready to send to the U.S. all those allegedly implicated in the assassination and who are in custody in Haiti.

Returning to the theme of "a grim future" for the country, he emphasizes that *"instability linked to unbearable insecurity make an*

Continued on page 14

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 8

LIVRES en folie
28 éditions
DU 13 AU 19 JUIN 2022
Vente online
www.livresenfolie.com
EDITIONS HENRI DESCHAMPS
Auteur : Eddy Cavé
Titre du livre
Haïti : Extermination des Pères fondateurs et Pratiques d'exclusion

VAKSEN YO RAPWOCHE NOU
Vaksinasyon pwoteje ou pou w pa vin malad grav ak COVID-19.
PRAN VAKSEN EPI RETE AJOU AVÈK RAPÈL OU YO.
Pou jwenn yon kote k ap bay vaksen, ale sou nyc.gov/vaccinefinder oswa rele 877-829-4692.
NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY
NYC Health
Eric L. Adams Majistra
Ashwin Vasan, MD, PhD Manm Komisyon

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 9

IN INTRUS AU SOMMET DES AMÉRIQUES

Ariel Henry se croit doté de légitimité

Joe Biden s'est-il vraiment laissé séduire par le neurochirurgien haïtien ?

Suite de la page 2

ayant gagné le plus fort suffrage de l'histoire de cet état, il n'a pas bouclé son mandat. Il fut forcé de démissionner, après que son nom eut été associé à un réseau de prostitués. Il s'était, par la suite, porté candidat au poste de contrôleur des finances de la ville de New York. Aux élections primaires, il fut battu par Scott Stringer, qui reçut l'investiture en tant que porte-étendant du Parti démocrate, et fut élu éventuellement.

Bien qu'il n'ait pas été poursuivi en justice, cet ex-gouverneur fut déserté par ses amis politiques et a été contraint de retourner à sa carrière d'avocat.

Dans le cas de Joe Biden (et son équipe) les exigences faites aux politiciens, aux États-Unis, ne s'appliquent pas à l'étranger. Bien que, d'une manière générale, leurs diplomates s'ingénient à imposer leurs politiques et pratiques sociales dans les pays bénéficiaires de l'aide américaine.

Quel secret couvent Biden et Ariel Henry ?

C'est bien Jean de Lafontaine qui dit dans *Les animaux malades de la peste* : « *Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements des hommes vous rendront blanc ou noir* ». Nous évoquons ces vers en passant en revue le cheminement, heureux ou malheureux, de l'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse, qui piétine. Entre-temps, les gens qui répètent sans cesse « justice à sa famille » ne semblent pas vouloir faire grand-chose pour en faciliter l'aboutissement. Mais quoiqu'on veuille faire et dire, il y a des observations, pour le moins, troublantes à relever dans ce dossier.

En effet, la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ) d'Haïti a révélé que le Premier ministre de facto s'est entretenu avec Joseph Félix Badio, qui serait, jusqu'à preuve du contraire, le dépositaire des secrets entourant la conspiration ayant mené à l'assassinat brutal du président de facto, tôt dans la matinée du 7 juillet 2021.

Il est fort possible que ce qu'on croit comprendre, dans les conversations attribuées à MM. Henry et Badio, soit tout autre, car personne, y compris les enquêteurs de la DCPJ, n'en ont pas révélé les teneurs. Dans un pareil cas, celui que la communauté internationale a installé à la primature aurait dû immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent, en vue de faire la lumière sur ce mystère. Ceux qui ont ouvert la voie à son installation, à la plus haute fonction exécutive du pays, après la présidence, dont M. Henry porte également le chapeau, ont l'impérieuse obligation de le rappeler à l'ordre. Ils devraient s'y appliquer religieusement. Surtout que ces mêmes gens se font passer pour des modèles en matière de bonne gouvernance, de transparence, dans le fonctionnement de la démocratie et de respect des lois et des constitutions.

Le CORE Group et le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), l'Organisation des États américains (OEA), de concert avec la Maison-Blanche, qui ont blanchi Ariel Henry, pour le rendre potable pour la plus haute fonction administrative du pays, en absence d'un chef d'État, devraient faire appel à la responsabilité de ce dernier dans cette affaire. Agir comme ils le font équivaut à poignarder la démocratie dans le dos. Dès lors, qu'ils cessent de faire la leçon de démocratie aux autres.

Car, toutes choses étant considérées égales, Ariel Henry, que Joe Biden semble tenir en haute estime, a joué un rôle qu'il reste à définir dans le crime perpétré sur la personne du président de facto défunt. Il est curieux de constater que le Premier ministre de facto haïtien et le président américain font, tous les deux, la sourde oreille aux nombreux appels lancés demandant justice pour Jovenel Moïse.

Il est tout aussi curieux de constater que toutes les personnes indexées par les enquêteurs de la DCPJ, outre une quarantaine incarcérée, à Port-au-Prince, font le pied de grue, en prison, aux États-Unis, via extraditions, dont les processus ont été lancées par la Justice américaine.

Il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait que tous les « *menus fretins* », ceux accusés d'avoir joué des rôles secondaires, tels qu'hébergement des conspirateurs, leur assurant transport et «*monnaie de poche* », ont été mis en lieu sûr, en prison aux États-Unis. Pourtant, l'homme considéré comme la cheville ouvrière du complot, celui qui avait des relations de proximité avec les «*commanditaires* » se trouve en cavale de manière permanente. Dans ce cas, on pourrait dire que Joseph Félix Badio est un superman. Il a, jusqu'ici, réussi à éluder habilement l'Interpol et tout le système de surveillance des grandes puissances qui ont des yeux partout, sur terre, sous les eaux et même dans l'espace.

Il y a fort à parier qu'une fois Badio appréhendé, tous les mystères entourant l'assassinat de Jovenel Moïse seront dévoilés. Aussi bien que les commanditaires et les vrais pilotes de la conspiration ourdie contre lui et qui lui a ôté la vie.

Le président du pays, qui passe pour « *la plus grande démocratie de la planète* », héberge politiquement un homme d'État qui refuse de se faire innocenter par la justice de son pays, refusant de reconnaître le principe démocratique qui l'a créée. Autrement dit, la plus haute autorité des États-Unis se comporte d'une manière qu'elle fait dire d'elle qu'elle passe pour le « *receleur*» de Joseph Félix Badio.

L.J.

Kreyòl

Soti nan paj 6

stitutions démocratiques sont effondrées ! » Ofisyèlman, pa gen jistis ann Ayiti. Se chak koukouy klere pou je l.

Jan nou wè bagay yo ap dewoule a, nou pa ba l bouch. Menm li menm, li ka sibi konsekans de sa li penmèt tout tray peyi a ap sibi avèk gang yo ke l sipòte. Premyèman, li t ap fè sa an katimini. Men kounnye a se ouvèteman ak defans li anfavè « *citoyen paisible Village de Dieu* » a ki te nan touye mounn bò isit, bò lòtbò, menm polisye, nan mwa mas 2021. Epi chèf gang yo te refize renmèt kadav yo bay paran yo ki te vle fè bon lantèman pou yo.

N ap di Aryèl Anri, avèk mesaj li te voye pandan l te Los Angeles la anfavè gang yo, epi gwo diskou l la menm kote a nan « *Sommet des Amériques* » la, li vin toutouni. Li ka menm twò ta pou l sispann vire lang li lanvè-landrèt. Li pa ka konprann li ka kontinye ak politik « *Woule m 2 bò a !* » Pèp la p ap aksepte okenn « *kouto fanmasi* » k ap kontinye ak menm penpenp la ! Se mwen ki di w !

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
15 jen 2022
raljo31@yahoo.com

HAITI OBSERVATEUR
I.è manke gid, pèp la gave !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 10

ÉDITORIAL

Ariel Henry au Sommet des Amériques : Le linge sale se lave en public

Présent au neuvième Sommet des Amériques réunissant normalement des présidents et chefs de gouvernement élus, le Premier ministre de facto haïtien s'affiche comme un intrus dans toute l'acception du terme. Si les journalistes appelés à couvrir l'événement ne se sont pas attardés sur son statut, cela n'a pas empêché que l'histoire des crises qu'il assume, avec son équipe, en sus de l'échec qu'il représente, qui l'ont précédé ne soient exposés. Bien qu'il ait tenté de minimiser la gravité de la situation du pays, dans le cadre de son bref discours de circonstance, une des caractéristiques de sa gestion, le mensonge, s'est étalée au grand jour.

En effet, retourné de Los Angeles, en Californie, États-Unis, ville d'accueil du 9e Sommet des Amériques, avec le bagage très mince, en termes de retombées pour le pays, il croyait pouvoir marquer des points politico-diplomatiques en se félicitant de sa rencontre avec le président dominicain, Luis Abinader. En marge de la Conférence, a-t-il annoncé, dans une communiqué émis par la primature. Dans ce document, daté du 9 juin, on informe que le Premier ministre de facto Ariel Henry et le président Luiz Abinader se sont entendus pour « *régulariser* » la situation des « *des immigrants et des travailleurs haïtiens* » séjournant en République dominicaine de manière illégale.

De son côté, le premier mandataire dominicain, cité par le quotidien dominicain *Listin Diario*, dans son édition dominicale, a informé que M. Abinader n'a pris « *aucun engagement* », par rapport à la régularisation des ressortissants haïtiens, comme l'a évoqué le Dr Henry. Non plus, en ce qui concerne la « *redynamisation* » de la Commission mixte haïtiano-dominicaine, deux éléments cruciaux dans les relations entre les deux pays, ayant donné lieu à une pomme de discorde entre les deux États se partageant la souveraineté de l'île.

Le chef d'État de la République dominicaine a précisé qu'il incombe aux autorités haïtiennes de fournir des «*documents officiels haïtiens* » à tous les ressortissants de leur pays se trouvant sur le territoire dominicain.

Dans le cadre de ces mêmes déclarations, Luis Abinader a tenu des propos qui méritent d'être mis en contexte. Aussi a-t-il averti que « *les seules informations valables sur les accords ou discussions, dans le cadre du Sommet des Amériques sont celles qui émanent des instances officielles de la République dominicaine* ». Cette mise au point semble faire référence aux dispositions annoncées antérieurement par les dirigeants haïtiens qui faisaient croire que des passeports allaient être livrés à tous les Haïtiens vivant en République dominicaine. Au bout du compte, un nombre restreint de ces citoyens haïtiens étaient dotés de ce document. La grande majorité de ces derniers n'avait pas les fonds nécessaires au paiement du passeport; et le gouvernement haïtien s'est gardé de faire le suivi de cette opération, ayant refusé de créer des moyens pour rendre le passeport disponible à ceux qui ne pouvaient en payer le coût.

Il semble que le président dominicain ait voulu exposer un dirigeant illégitime faisant du mensonge et du bluff sa manière de gouverner son pays. Menteur invétéré pour ses concitoyens, Ariel Henry n'a pu s'empêcher d'intégrer ce travers dans la gestion de sa politique internationale. Autant dire, les balivernes qu'il introduit dans ses relations avec les leaders étrangers n'impressionnent guère ces derniers. Ce n'est donc pas étonnant qu'en dépit de l'appui que des « *pays amis* » semblent lui offrir, à l'instar du président de facto défunt Jovenel Moïse, ils n'ont rien fait pour l'aider à résoudre les crises qui ont miné son administration. Cela dit, il faut se demander si ou quand vont atterrir les « *retombées* », pour le pays, de sa participation, au 9e Sommet des Amériques, promises par le Premier ministre de facto.

En clair, à la lumière des annonces faites par ce dernier, au Salon diplomatique de l'Aéroport international Toussaint Louverture, à Port-au-Prince, de retour de Los Angeles, rien n'autorise à croire que les Haïtiens peuvent s'attendre à un changement effectif de leur condition de vie et de la situation générale du pays, suite à l'aide internationale. Surtout que les rencontres que le neurochirurgien dit avoir eues, en marge du Sommet, en tout cas, telles qu'il les a explicitées, ne recèlent rien de concret.

Tout d'abord, il faut s'interroger, quant à l'apport d'Ariel Henry et de son équipe à cette assise spéciale, qui s'est déroulée sous le signe : « *Construire un avenir durable, résilient et équitable pour notre hémisphère* ». Car, selon l'adage, on ne peut donner que ce qu'on a. Nuls, à tous les niveaux de leur administration, que peut-on attendre d'eux, dans l'avancement positive de l'hémisphère. Surtout un pays à la remorque des autres, en plus d'être rivé à l'assistanat d'application négative, sous l'obédience des gangs armés relevant de la pègre.

En effet, au menu des exploits que le Dr Henry prétend avoir réalisés au Sommet des Amériques : cinq projets d'engagements politiques adoptés, à l'occasion de la réunion ministérielle, le 8 juin, dont un Plan d'action sur la santé et la résilience, dans l'hémisphère américain; aussi un programme régional pour la transformation numérique; ainsi qu'un plan d'action interaméricain sur la gouvernance démocratique.

Concernant l'insécurité battant son plein en Haïti, en raison de l'occupation effective de nombreux quartiers de la capitale par les malfrats, il dit en avoir posé ce problème, précisant que ces pays sont bien imbus de la situation d'Haïti. Aussi a-t-il souligné : « *J'ai de bonnes raisons de croire que le soutien que nous recherchons pour notre police devrait se concrétiser* ».

Autres rencontres dont a fait état Ariel Henry : Table ronde, le 10 juin, autour de ce problème, avec la participation du maire de Los Angeles et d'autres chefs de délégation, ainsi que de représentants de jeunes, une occasion, dit-il, de « *réfléchir sur cette problématique* ». Ce qui ouvrira, selon lui, des pistes d'action et fournira des « *mécanismes* » qui permettront de l'affronter. Et M. Henry d'en juger : « *Ce fut un portage d'expérience enrichissant* ».

En ce qui concerne l'immigration illégale, le chef de facto de la primature a parlé de ses différentes rencontres, y compris celle qu'il a eue avec les chefs d'État et de gouvernement, parlant de leur Déclaration sur la migration et la protection. Il s'agit, a-t-il souligné, d'un « *texte d'engagement de respecter et de garantir les droits des migrants, indépendamment de leur statut, de lutter contre la migration irrégulière, notamment par le financement des projets de développement dans les zones pourvoyeuses de migrants* ».

Le Premier ministre de fait a rencontré le secrétaire général de l'ONU autour de la question de l'insécurité et du renouvellement du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH); et avec celui de l'Organisation des États américains (OEA). Parmi les questions discutées avec Luis Almagro de l'OEA, il a mentionné : Sécurité, organisation d'élections démocratiques et la coopération qui sera offerte à Haïti.

Avec les dirigeants de la Caraïbe et la vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, il a affirmé avoir discuté des questions relatives à la sécurité, à la criminalité transnationale, au changement climatique, aussi bien qu'au blanchiment d'argent.

Voici comment Ariel Henry a décrit sa rencontre avec le président dominicain : « *La question migratoire, la question de la criminalité transfrontalière et la nécessité de travailler au renforcement de la coopération entre nos deux pays* » ont été discutées.

Le Dr Henry n'a rapporté rien de vraiment spécifique dans le cadre de sa rencontre indirecte avec les présidents américain, brésilien et chilien, qu'il a vus, lors d'un dîner offert en l'honneur des chefs d'État et de gouvernement.

Il s'est également réuni avec une délégation parlementaire des États-Unis composée de 23 membres, dont la présidente, Nancy Pelosi, Maxine Waters, Gregory Meeks, président de la Commission des Affaires étrangères, en sus de Sheila Cherfilus McCornick, congressiste d'origine haïtienne, représentant un district de la Floride. Il a assuré que « *Au cours de ces échanges, les congressmen m'ont promis de continuer à supporter Haïti* ».

De toute évidence, dans le cadre des interventions qu'il a faites, après son retour de Los Angeles, le Premier ministre de facto n'a pas fait mention de séance de travail qu'il aurait eue, accompagné de techniciens haïtiens et de leurs homologues étrangers, pour échafauder des projets d'aide à Haïti, comme c'est le cas, à l'occasion des rencontres bilatérales. Selon toute vraisemblance, le président dominicain n'a pas voulu donner l'impression que sa rencontre avec M. Henry s'était déroulée différemment de celles des autres leaders. D'où son démenti formel des déclarations de ce dernier concernant les relations d'Haïti avec la République dominicaine.

On est en droit de conclure que, au Sommet des Amériques, à Los Angeles, Ariel Henry n'a fait que confirmer la descente aux enfers du pays, qui s'est accélérée au cours de ces derniers mois, depuis son accession au pouvoir. Il s'y trouvait pour laver le linge sale d'Haïti en public. Aussi bien que pour donner l'occasion au président dominicain de confirmer son statut de menteur pathologique. Désormais, il appartient au peuple haïtien de dire qu'il a assez encaissé de mensonges de la part d'un Premier ministre illégitime.

HAITI OBSERVATEUR
Haiti Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 11

EDITORIAL

Ariel Henry at the Summit of the Americas: The dirty laundry washed in public

Present at the ninth Summit of the Americas, which normally brings together elected presidents and heads of government, the de facto Haitian Prime Minister was more like an intruder in every sense of the word. While journalists covering the event did not dwell on his status, this did not prevent exposure of the crises that he and his team have inherited and which have worsened under his management. Although he tried to minimize the seriousness of the situation of the country, he said certain things that expose him as a liar.

On his return from Los Angeles, California, the host city of the ninth Summit of the Americas, with very little in terms of benefits for the country, he thought he could score some political and diplomatic points by patting himself on the back regarding the meeting he had with Dominican President Luis Abinader. Even before landing in Port-au-Prince, his Office had issued a communiqué, January 9, informing that Prime Minister Ariel Henry and President Luis Abinader have agreed on "regularizing the situation of Haitian immigrants and workers" who reside illegally in the Dominican Republic.

For his part, the Dominican president said something else. Quoted by the Dominican daily *Listin Diario,* in its last Sunday edition, Mr. Abinader said he made "no commitment", about regularization of Haitian nationals, as mentioned by Dr. Henry. Neither was there anything said about "revitalization" of the Joint Haitian-Dominican Commission, two sore points in the relations between the two countries that cause disagreement between the two states sharing sovereignty of the island.

As for the Dominican Head of State, it is the responsibility of the Haitian authorities to provide "official Haitian documents" to all their citizens who are on Dominican soil.

Not wanting his statements to be misrepresented President Abinader wants them put in their proper context. Thus, he said to be "considered valid" is only information regarding agreements or discussions, within the framework of the Summit of the Americas that "emanates from the official authorities of the Dominican Republic."

This clarification seems to refer to the arrangements previously announced by the Haitian leaders to the effect that passports would be delivered to all Haitians living in the Dominican Republic. However, in the final analysis, only a handful of Haitian citizens were provided with proper documentation. The vast majority of them don't have money to pay for the highly priced passport. And the Haitian government failed to follow up on the promise to provide the precious document to their citizens who couldn't afford to pay for it.

Apparently, the Dominican president felt he should expose the Haitian Prime Minister for what he is, an illegitimate leader, bluffing his way while making believe he's governing his country. Always lying to his own people, Ariel Henry couldn't help but integrate this flaw in managing his international policy. But he hardly impresses those foreign leaders with his nonsensical behavior. It's not surprising that, despite the support of so-called "friendly countries," just as was done in the case of the late de facto President Jovenel Moïse, no real help is provided to help him resolve the crises that have plagued his administration. That said, one has to wonder if and when the country will benefit from the promises made to him during his participation in the ninth Summit of the Americas.

In that light, the announcements made by the Prime Minister at the Diplomatic Lounge at the Toussaint Louverture International Airport, in Port-au-Prince, on his return last Saturday from Los Angeles can't be taken at face value. Haitians cannot really count on any promised international aid for real change in their living conditions and an amelioration of the general situation of the country. Especially since nothing concrete has been explained regarding what transpired at the meetings that the neurosurgeon said he had on the sidelines of the Summit.

First, one must wonder about what was the contribution of Ariel Henry and his team to this special conference, the goals of which were spelled out as follows: ***"Building a sustainable, resilient and equitable future for our hemisphere."*** For, as the saying goes, you can give only what you have. With a bunch of nullities at all levels of the administration, what can be expected of them, in terms of positive advancement of the hemisphere? There's no forgetting that Haiti is at the bottom of the heap, the poorest of the hemisphere, with its hand out begging all the time, and now under the control of armed gangs in alliance with shady underworld characters.

On the menu of achievements that Dr. Henry claims to have made at the Summit of the Americas are some drafted political commitments which were adopted at a ministerial meeting on June 8. They include the Plan of Action on Health and Resilience in the American Hemisphere; the Regional Program for Digital Transformation; and the Inter-American Action Plan on Democratic Governance.

Regarding the insecurity in Haiti, due to the thugs that now control several neighborhoods of the capital, he said the problem was discussed and most of the countries are aware of the situation in Haiti. In addition, he stressed: *"I have good reasons to believe that the support we are looking for our police should materialize."*

Other meetings that Ariel Henry reported included a "Roundtable," on June 10, concerning this issue, with the participation of the mayor of Los Angeles and other heads of delegation, as well as with representatives of youth. This, he said, was *"an opportunity to reflect on this issue,"* asserting that this will open up avenues for action and provide "mechanisms" to address it. *"It was an enriching experience,"* he claims.

Regarding illegal immigration, the de facto Prime Minister said he intervened during various meetings, including with the Heads of State and Government when they weighed in on the Declaration on Migration and Protection. This, he said, is a *"text of commitment to respect and guarantee the rights of migrants, regardless of their status, to fight against irregular migration, including through the financing of development projects in the areas from which the migrants come."*

The Prime Minister met with the Secretary General of the United Nations on the issue of insecurity and the renewal of the United Nations Integrated Office in Haiti (UNIHRO, BINUH in French), and with the Secretary General of the Organization of American States (OAS). Among the issues discussed with OAS's Luis Almagro, he mentioned security, organization of democratic elections and cooperation which will be offered to Haiti.

With Caribbean leaders and U.S. Vice President Kamala Harris, he said he discussed issues of security, transnational crime, climate change, and money laundering.

Regarding his meeting with the Dominican President, Ariel Henry said the discussion revolved around *"the migration issue, the issue of cross-border crime and the need to work on strengthening cooperation between our two countries."*

Dr. Henry did not report anything specific from his indirect meeting with the presidents of the United States, Brazil and Chile, whom he saw at a dinner held in honor of the heads of state and government.

He also met with a 23-member U.S. congressional delegation, including Speaker Nancy Pelosi, Maxine Waters, and Gregory Meeks, who is chairman of the House's Foreign Affairs Committee. In addition, there was Sheila Cherfilus McCornick, a Haitian-born Congresswoman, who represents a Florida district. He felt buoyed, because as he puts it, *"During these exchanges, the congresspeople promised me to continue to support Haiti."*

To be noted, at the briefing at the airport on arriving from Los Angeles, the Prime Minister made no mention of any working session where he was accompanied by Haitian technicians and their foreign counterparts, working out on projects to help Haiti, as is the case during such bilateral meetings. Since there was no technicians present when he met the Haitian Prime Minister, in all likelihood, the Dominican president did not want to give the impression that his meeting with Mr. Henry was any different from those he had with other leaders. Hence, his formal denial of Mr. Henry's statements regarding Haiti's relations with the Dominican Republic.

One can only conclude that, at the Summit of the Americas in Los Angeles, Ariel Henry only confirmed the descent of Haiti into hell, a situation that has accelerated in recent months. Yet he's been in power for almost a year. Apparently, his participation at the Summit was intended to wash Haiti's dirty laundry in public. It also provided the Dominican president the opportunity to confirm the Prime Minister's status of a pathological liar. Now it's up to the Haitian people to say that they've had their share of lies from this illegitimate Prime Minister!

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 12

Sports

Suite de la page 16

à Guadalajara, des tentatives avortées pour la reprise des championnats D1 et D2, jusqu'à la participation honteuse des Grenadiers, à la Gold Cup 2021, soldée par un conflit sans précédent entre le sélectionneur et des joueurs cadres.

De nombreuses recommandations ont été faites dans la Déclaration de Decameroon. Les dirigeants, regroupés autour de cette structure, offraient la possibilité aux membres du Comité de normalisation de se ressaisir pour emprunter la voie du dialogue. La Solidarité des clubs, conscient du temps qui reste au Comité de normalisation, dont le mandat arrive à terme, à la fin du mois de décembre 2022, a recommandé au Comité de prendre les dispositions nécessaires pour enclencher le processus devant aboutir à la révision des statuts, condition indispensable à l'élection d'un nouveau comité exécutif élu. Aucune considération n'a été faite par le Comité de normalisation vis-à-vis des correspondances qu'il a reçues de la Solidarité. Les actions posées par la Solidarité des clubs affiliés à la FHF visent à pousser les dirigeants de la FHF à travailler de concert avec les clubs, parce qu'ils sont tout aussi redevables devant eux que la FIFA. Toutes leurs démarches se sont révélées vaines. Le Comité de normalisation n'a absolument accordé aucune importance aux clubs signataires des différentes correspondances; par ricochet, il n'accorde aucune importance aux clubs de football.

La Solidarité des clubs, ne voulant pas être complice du Comité de normalisation, dans ses œuvres destructrices du football haïtien, a adressé, la semaine écoulée, à la FIFA une énième correspondance dans laquelle, elle demande, sans langue de bois, la démission du Comité de normalisation pour son incompétence. La bêtise commise par la structure de normalisation avec l'annonce du retrait de la Sélection des moins de 20 ans, à la compétition de la CONCACAF servant de qualification au Mondial de cette catégorie et de qualification aux Jeux olympiques Paris 2024, est le comble de l'incompétence et de l'incapacité des personnes à la tête de la FHF. L'appel à la démission des membres du Comité de normalisation, adressé à la FIFA, est la preuve que la Solidarité déplore, jusqu'à la dernière rigueur, cette énorme humiliation portée au football de notre pays.

La Solidarité des clubs affiliés à la FHF, reconnaissons-le, joue un rôle important dans son opposition constructive au Comité de normalisation, qui n'est pas à la hauteur de sa tâche. Moins d'une semaine après le communiqué mentionnant la non-participation des Grenadiers U20, à la compétition de la CONCACAF, qui a débuté le 1er juin, une liste de 20 joueurs a été publiée par la CONCACAF, un groupe de joueurs a été remarqué sur l'un des terrains de l'Institution Saint Louis de Gonzague, un entraîneur est annoncé dans les coulisses, à la tête de la Sélection, tout porte à croire que le Comité est revenu sur sa décision, mais le drame, c'est qu'il n'a pas jugé nécessaire de faire le point sur la situation. À quelques mois du terme de son mandat, rien ne laisse présager que l'élection pour élire un nouveau Comité exécutif pour prendre les rênes de la FHF aura lieu cette année. La seule évidence qu'il y a, pour l'instant, c'est la volonté des membres du Comité de normalisation faisant tout pour faire durer sa gestion. Heureusement que la Solidarité des clubs existe pour rappeler aux membres du Comité la tâche qui lui a été confiée et le délai qui lui a été imparti pour l'accomplir. Le football haïtien souffre, il lui faut des femmes et des hommes dévoués à sa cause pour le sortir de sa léthargie.

R.S.

Suite de la page 16

P en quatre (4) minutes, les naïfs joueurs de Montserrat n'avaient commis deux grosses erreurs individuelles, en défense, qui permirent aux « *visiteurs* », pas du tout naïfs, mais plus culturiste que footballeurs, qui a aidé les nôtres à prendre les devants au score; on pensait que cette mise en confiance précoce allait libérer les Haïtiens, mais c'était oublier qu'il faut beaucoup de facteurs entrant en jeu et qui décident de la physionomie et de l'issue d'un match de football. D'abord, aucune au monde ne modifie si profondément, d'une saison à l'autre, sa sélection nationale. Haïti a perdu son identité et trop de ses titulaires, et, surtout, le fort courant esprit d'équipe et son identité.

C'est une vérité à savoir, même les joueurs les plus talentueux déjouent ou ne jouent pas, lorsque la confiance n'existe pas. De l'histoire JPP est sans doute l'entraîneur national haïtien le plus chanceux, le plus toléré. Ah, chez nous, comme dans tous les pays du monde, le sélectionneur est toujours assis sur un siège éjectable. Ainsi, en 2016, Patrice Neveu, en voyage avec l'équipe nationale, à Antigua, a dû prendre un vol direct pour rentrer précipitamment en France. Les supporters haïtiens étaient furieux de l'entendre dans la presse ironiser : « *Nazon n'est pas Ronaldo*». Il avait laissé sur le banc, lors d'un match aller contre Costa Rica, le butteur haïtien, résultat qui signifiait l'élimination d'Haïti du Mondial Russie 2018.

Le coach brésilien Tabares avait dû voyager d'Antigua, suite à un match mal négocié dans la Caraïbe. Notre JPP est vraiment chanceux et profite de la démobilisation des fans haïtiens, qui ont sans doute d'autres gros soucis dans leur vie quotidienne, car on comprend mal que l'entraîneur national, déjà en mal de légitimité, parachuté à ce poste avec un CV vierge en terme de formation, qui, en plus, n'a jamais entraîné des seniors. Donc sans aucune expérience dans une région, ou même un pays au football avancé, comme le Mexique, va chercher ailleurs le coach d'expérience dont il a besoin. Comment Haïti, pauvre mais au football ambitieux et des supporteurs exigeants, puisse, du jour au lendemain, propulser un néophyte à la tête de son équipe nationale, en pleine ascension avec des joueurs professionnels et dont il a été les partenaires tout récemment, sans avoir été un modèle de discipline et une référence. Le plus navrant demeure le fait d'installer une politique du « *moun pa* », qui fait entrer dans l'équipe d'Haïti des footballeurs sans aucune référence, et surtout d'écarter sans motif des cadres ayant fait leur preuve pendant des saisons. Tout cela a contribué à enfoncer notre team national au fonds, ayant perdu ses repères, le tout aggravé par une gestion calamiteuse avec des amateurs incompétents brusquement propulsés, et un management sans professionnalisme.

L'Équipe nationale d'Haïti.

L'équipe nationale de Monserrat.

Les « *visiteurs* », qui viennent de cette petite île Montserrat, d'une centaine de milliers d'habitants, et ne disposant que d'un seul terrain de football régulier, réduisaient le score sur penalty, revenant, avant le premier quart d'heure, à 2-1; Placide repoussait le tir sur le penalty, mais l'attaquant adverse sur un rebond victorieux, peu après Sabbat, remettait Haïti en confiance, sur un tir qui fit soudain à ras le sol, pour mener 3-1, mais c'est alors qu'on dut se rendre à l'évidence des lacunes de toutes sortes, faiblesses individuelles, absence de plan de jeu, et surtout absence de cohésion, vu que le coach change à chaque match sa composition d'équipe, si bien que les jeux sont devenus quelconques. Montserrat allait réussir à faire douter les Haïtiens, trop heureux de s'en sortir avec une courte victoire (3-2).

Ainsi Haïti continue de s'enfoncer

Après les résultats catastrophiques, en 2021, qui ont vu Haïti échouer piteusement, d'abord, dans la Gold Cup, où l'équipe n'a même pas sortir de la phase de groupe, puis dans les éliminatoires de la Coupe du monde FIFA Qatar 2022, ce qui a été une catastrophe, vu le brio dont Haïti a fait montre dans la Gold Cup 2019, la FHF, contrairement à la plus grande tradition du football, a continué avec le même encadrement, il est vrai, sans aucun effort, pour résoudre les épineux problèmes entre les joueurs cadres et la Sélection.

Nous voilà avec cette série de résultats catastrophiques, en retard de deux points, face à Guyana, que nous allons devoir affronter sur ses terres; on ose penser à la catastrophe de ne pas pouvoir remplir ce qui paraissait devoir être une formalité : finir premier du groupe et monter en ligue, a, autrement battre Guyana à Georgetown.

Suite de la page 16

me a été transférée à Exafoot pour Christophe. Dans le cas de Dany Jean, à part Camp Nous donc la FDH, il faut aussi s'attendre à des réclamations de l'AIGLE Noir et aussi le FC Arcahaie Club, avec lequel il avait signé un contrat d'engagement.

Où est passé l'argent de ces transferts de jeunes?

Toujours est-il, le black-out reste total sur le transfert récent de Dany Jean, qui n'avait pas eu de club avant d'intégrer Camp Nous. Seulement, l'actuel directeur technique, Pierre Chéry, qui est aussi celui de l'Aigle Noir, profitait de sa position dirigeante pour l'aligner dans l'équipe de l'Aigle Noir installé, depuis des saisons, au Centre FiFA Goal. Lors de la dernière demi-saison officielle, Dany Jean signa même une saison pour l'Arcahaïe FC, mais nul ne sait, même la FHF, où sont passés sont passés les fonds payés par Strasbourg, qui auraient dû aller, en grande partie, à Camp Nous, et aussi une portion aux clubs concernés.

Bientôt Ccarlo Marcelin, Billy Chalera, Fénélus Guerrier et Peterson Désormais auront des comptes à rendre

D'ailleurs, ces histoires de joueurs de Camp Nous transférés dans la plus totale obscurité, en France, est une des raisons du scandale ayant emporté l'ancien Comité de la FHF et la trahison du secrétaire général, Carlo Marcelin, qui, avec Monique André, Molina a fait tous les montages mensongers sur le soit disant complot sexuel. Les joueuses et joueurs transférés en France l'ont

Suite en page 13

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 13

Sports

Suite de la page 12

t été à l'insu total de la presse, des clubs où ils sont licenciés, ou , et probablement même les joueuses ou joueurs eux-mêmes ne sont absolument pas au courant des conditions de leur statut en Europe, et constitue le business privé de Carlo Marcelin, Billy Chalera, Fénélus Guerrier et Peterson Desormeaux.

Cela explique tous les faux rapports signés par Fénélus Guerrier et approuvés par Carlo Marcelin racontant des mensonges fabriqués et mis à la charge de l'ancien président (vols de passeports de joueuses, visites nocturnes à Croix des Bouquets, la nuit), pour donner de l'argent aux joueuses d'où la révocation des cadres (coaches er employés) qui ne voulaient pas appuyer les fausses histoires inventées et transmises à la FIFA. Du coup aussi, l'équipe de Carlo/ Billy coupa les ponts avec les agents présents au Brésil pour offrir les jeunes mondialistes aux grandes académies des grandes Écuries d'Europe. Pas étonnant que presque tous ces jeunes de grand talent se retrouvent désœuvrés, aux USA, perdus pour le football haïtien et leurs parents.

Un dossier que les Clubs, au retour à la normalité et du bon vieux temps de l'intégrité et de la grande passion, de transparence pour le jeu devront investiguer, pour des suites judiciaires, en Haïti, en France et dans le monde et surtout réviser à fonds les rapports qui s'approprient du retour en investissement de Camp Nous de la FHF, de l'attente d'un morceau être pour les parents de ces jeunes, tous venus de parents très pauvres.

Plus grave encore, toutes les filles, qui ont voyagé récemment, en France, sont parties, sans même que les Clubs où elles étaient licenciées, en Haïti, sont parties, sans même que ceux-ci soient au courant. Certes, il n'y a quasiment pas d'indemnités de transfert pour les filles. Mais c'est une situation de totale illégalité, car la FHF doit avoir l'aval écrit de son Club pour habiliter la FHF à délivrer le certificat de transfert international. Bien plus, les dirigeants de Clubs sont très soucieux de l'avancement et la promotion de leurs joueuses, donc étant au courant des conditions qui seront offertes, là-bas, à leurs joueuses. Cela explique que toutes les joueuses, qui ont été en France, récemment, sont dans la misère et vivent comme des esclaves, car les racketteurs négocient à leur avantage personnel et vivent dans des conditions inhumaines pour les joueuses avec des avantages personnels pour eux-mêmes, tout cela sur le dos de pauvres haïtiennes devenues esclaves, en ces temps de droits humains !!!

Dommage que les organisations de femmes, qui étaient en première ligne, pour dénoncer la fausse histoire des abus sexuels et qui, il est vrai, n'ont jamais été d'aucun support, pas même un trophée au football féminin, mais qui ont épousé le complot national et international pour écraser le football haïtien en plein boom mondial, À preuve, depuis deux ans, les 400 filles de Camp Nous sont abandonnées dans les rues, ne vont pas à l'école, sont exploitées honteusement par ceux-là même que ces organisations appuyaient dans leur crime.

Maintenant que le football féminin rend le dernier souffle, et que ces femmes sont dans la souffrance avec leurs familles, celles, modèles et gloires du pays, Nella Joseph et Yvette Félix, par exemple, sont humiliées, parce qu'elles ont refusé de collaborer à un projet anti- femme, anti- football féminin et antinational, ces organisations devraient avoir le courage de reconnaître leur tort, pour avoir aidé à détruire le plus gros acquis de la femme, en Haïti, et même de dénoncer le crime fait à ces filles des ghettos, de réclamer en leur faveur les récompenses promises par l'État et condamner la femme qui dirige de facto la FHF, qui détruit ce gros acquis

Maintenant que l'Académie d'élite, qui fut un des plus grands acquis dans l'histoire du football du pays, un projet humain, de promotion sociale a été fermé; maintenant que les académies régionales, une soixantaine, le nombre devait aller jusqu'à 200 centres de formation, à travers le pays, pour donner au football haïtien un élan décisif dans le sens de permettre à ce sport de participer à la lutte contre la misère et la pauvreté, l'exclusion et la promotion de la richesse et le bien-être chez les exclus et les marginaux, à l'instar de pays africains, en profitant pour placer le plus de jeunes talents, garçons et filles, possible sur le lucratif marché du football, d'autant qu'Haïti a l'avantage de bénéficier des accords de Cotonou, à savoir que les footballeurs haïtiens ne sont pas considérés, donc ne comptent pas des joueurs étrangers dans de pays clés du football, la France et l'Espagne. C'est une urgence extra de reprendre ces programmes, que les bandits qui ont pactisé, avec le Blanc, pour casser l'élan de la croissance accélérée du football haïtien. Deux ans déjà, que tout a été démantelé, alors qu'hier en était déjà à une trentaine de joueuses placées en Europe, en l'espace de deux ans, la destruction et la contre-révolution doivent être rapidement chassées.

J.B.

Haïti bat Grenade 6-0, confirme sa montée en Ligue A, se qualifie aussi pour la Gold Cup

Suite de la page 1

Domingo.

Les Guyanais, ultra dominés, peuvent même s'estimer heureux de s'en sortir avec un score pareil. Dès l'entame du match, sur un terrain plus commode favorisant un meilleur développement du jeu, les Grenadiers, bien emmenés par un Sabbat inspiré, ont commencé leur belle promenade de santé en additionnant buts sur buts devant une équipe adverse dépassée, qui n'avait que son cœur et son enthousiasme à opposer à une équipe nationale qui s'est littéralement promenée face à un adversaire très limité.

Avec cette victoire, qui lui permet de totaliser désormais 10 points sur un total de 12, Haïti prend le large, en tête du groupe, laissant loin derrière l'ex-leader des deux premières journées relégué à quatre point. À moins d'une catastrophe inimaginable, Haïti devra terminer premier du groupe, faire même coup double, donc retrouver la Ligue 1, et surtout se qualifier pour la Gold.

En réalité, si l'on se base sur le niveau assez faible de cette ligue 2, l'équipe nationale d'Haïti n'aura jamais dû connaître pareille mésaventure, et si faibles compagnies, car on progresse au contact des meilleurs.

L'Équipe haïtienne après sa victoire sur Guyane.

Il est à espérer que cette qualification, qui est plutôt une formalité, apporte la sérénité, surtout la lucidité et l'humilité nécessaires aux responsables, pour commencer à reconstruire une solide et forte sélection nationale en rassemblant, dans l'intérêt du football difficile place dans le Mondial 2026, qui se disputera dans la

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:10 AM Page 14

HAPPENINGS!

Continued from page 7

illusion of any attempt to build a future that would endure, being resilient and equitable."

He admitted that the problems of Haiti have affected other countries in the hemisphere. Read on: *"In search of a better life, Haitian migrants have taken risks to reach any country that would welcome them. I continue in pleading that they be treated with respect for their human rights."* That is definitely a dig at the United States, especially when one considers how would-be Haitian refugees were mistreated last September at the U.S. border, under the bridge, in Texas with Mexico. One can't erase the images of horse-mounted Border Police chasing the Haitians and treating them worse than in slavery times.

Undoubtedly, Prime Minister Henry was thinking about the series of articles in *The New York Times* last month about the abject status of Haiti, due to its exploitation by France and the United States, when he said the following: *"I believe that the emphasis should be on finding concrete and lasting solutions to the problems that force the migrants to run away from their country. In Haiti, these problems are called misery, unemployment, lack of opportunities for the youth, inequalities, insecurity, and political instability."*

The illusion of inviting investment amid multifaceted chaos

Therefore, he calls for massive investment in Haiti to alleviate these ills. But who would risk their investment in Haiti with gangs in control of large swaths of the land and political instability being the rule? Which hacks back to the Creole slogan I launched since last September, *"Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen p ap ka regle ann Ayiti."* (As long as the gang issue is not solved, nothing can be solved in Haiti.") But I coupled that with a *"Marshall plan for Haiti,"* not unlike what was implemented in Europe, after World War II, by the same powers that had destroyed many countries in Europe.

I contend, however, that such a plan cannot succeed in changing the paradigm in Haiti if entrusted to the corrupt leadership of the country which, in great part, has contributed in getting the country in the sore state it is. Witness the waste of billions of dollars of the PetroCaribe Fund, of the other billions collected for Haiti after the 2010 earthquake and other funds squandered by so called leaders that have become millionaires, yea multimillionaires, while the people's misery has intensified to the point of turning Haiti into hell-on-earth!

RAJ
15 June 2022
raljo31@yahoo.com

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES L'ACTUALITÉ EN VRAC

Suite de la page 3

e, l'Espagne, la France, l'Italie et la Suisse.

Mais c'est à Washington, la capitale des États-Unis, qu'on a vu un déferlement des personnes, demandant aux législateurs fédéraux de s'entendre pour mettre fin au carnage, surtout de « nos enfants ». Aussi, à San Antonio, mégalopole du Texas, se trouvant à quelque 144 kilomètres d'Uvalde, a vu se mobiliser une marée humaine quand des milliers de citoyens se sont dirigés vers la mairie pour exiger une ferme décision de la part des parlementaires locaux pour que ne se répète plus de massacre comme celui d'Uvalde où, à l'école élémentaire Robb, 19 étudiants et deux enseignants sont tombés, le 24 mai dernier, sous les balles assassines d'un jeune homme de 18 ans. Ce dernier avait acheté son engin meurtrier, deux jours seulement après avoir atteint l'âge lui permettant de faire pareille acquisition.

Et à Buffalo, N.Y., où un jeune Blanc raciste, aussi âgé de 18 ans, avait fusillé 10 personnes, surtout des Noirs, en plus d'en avoir blessé trois autres, le 14 mai dernier. Les citoyens envahissaient les rues, samedi dernier, scandant : « *Jamais plus !* » (No more !) Et à New York, on a vu le maire Eric Adams et la procureure général (ministre de la Justice de l'état de New York) Letitia James se joindre aux manifestants, à la plus grande métropole du pays. Cette expérience s'est répétée dans d'autres grandes agglomérations, comme Los Angeles, Chicago et autres.

Mais c'est de Parkland, en Floride, cette petite ville qui avait été le théâtre, en 2018, d'un massacre à l'école secondaire Marjory Stoneman Douglas, où 17 vies ont été fauchées, qu'a été lancé ce mouvement qui s'est propagé même hors des frontières de ce pays. Dans quelque cinq semaines, après le massacre d'Uvalde, les anciens étudiants du lycée de Parkland, qui avaient mis sur pied l'organisation appelée « *March for Our Lives* », tôt après le massacre de 2018, se sont mobilisés pour que le pays entier dise son mot dans la campagne en faveur d'armements sans restriction, dont la NRA (National Rifle Association) est à l'avant-garde. Rappelons que la NRA dépense des milliards de dollars en appui aux législateurs, tant locaux que fédéraux, pour écarter des restrictions sur le port d'arme, se basant sur le Second Amendement de la Constitution.

Une loi en perspective dans le dossier des armes

Le dimanche 12 juin, jour qui suit les manifestations monstres, le Sénat américain a annoncé une entente entre démocrates et républicains autour d'un projet de loi visant à un changement dans la bonne direction, bien qu'insatisfaisante pour beaucoup. Mais c'est toujours le premier pas qui compte.

Selon la nouvelle loi proposée, suite au compromis démocrate-républicain, des recherches sur les acheteurs d'armes âgés de moins de 21 ans seront de rigueur. Alors que les démocrates voulaient que l'âge d'achat soit de 21 ans, au lieu de 18, comme pour la consommation de l'alcool et l'achat de cigarettes.

Toujours, selon le compromis, les lois dites « *red flag* » (drapeau rouge) seront en vigueur. Cela concerne le désarmement de personnes jugées dangereuses — pour eux-mêmes et autrui — qui seront privés de leurs armes. De plus, des fonds seront alloués au financement de programmes visant des services malades mentaux, aidant à détecter l'état mental, surtout des jeunes. Et les vendeurs d'armements seront contrôlés plus strictement pour s'assurer qu'ils appliquent la loi concernant les recherches, avant de vendre à n'importe qui leurs engins meur-

Frantz Voltaire.

triers.

S'agissant de la loi relative au « *compromis* », le sénateur démocrate du Connecticut, Chris Murphy, à l'avant-garde du mouvement pour la restriction renforcée des armes, dit que c'est « *un pas dans la bonne direction* ». Depuis la tuerie de 27 personnes, dont 20 enfants, le 14 décembre 2012, à l'école élémentaire Sandy Hook de Newton, Conn., dans son district, le sénateur Murphy ne démord pas, quant aux restrictions strictes contre la circulation des armes. Et après le carnage d'Uvalde, qui lui rappelle celui ayant causé la perte de tant d'enfants dans son district, il s'est dédié à tout faire pour réveiller les consciences, pour que triomphe le gros bon sens.

Le président Biden, qui mène campagne, en vue de restreindre les armes et même bannir de la société celles des gros calibres, comme le fusil AR-15 utilisé dans les dernières tueries, à Uvalde et à Buffalo, n'est pas tout-à-fait satisfait. Mais, dimanche, après l'annonce du compromis entre les sénateurs des deux partis, il a dit : « *Ceci ne fait pas tout ce que je crois nécessaire, mais constitue, toutefois, des pas importants dans la bonne direction* ». Il revient à l'ensemble du Sénat (50-50) de l'approuver avec 60 voix en faveur.

Pierre Quiroule II
15 juin 2022
raljo31@yahoo.com

Frantz Voltaire à l'honneur !

Il le mérite bien ! Frantz Voltaire sera honoré le vendredi 24 juin, dans le cadre d'une cérémonie de remise de médailles, par l'Assemblée nationale du Québec. C'est à l'initiative du député de Laurier-Dorion, Andrés Fontecilla, que lui sera attribuée cette distinction de la par de l'Assemblée du Québec, ayant été antérieurement honoré Chevalier à Montréal, pour les services rendus à la communauté élargie, tel que son parcours socio-professionnel l'indique.

Frantz Voltaire est un intellectuel engagé, une figure marquante de la communauté haïtienne de Montréal. Auteur, chercheur et professeur en Haïti, au Mexique, au Chili et au Canada, surtout à Montréal, où il réside depuis de longues années, il garde bien haut le titre de porteur de mémoire. D'ailleurs, CIDIHCA est synonyme de Frantz Voltaire. En effet, historien, il fonda, en 1983, ce Centre international de documentation et d'information haïtienne, caribéenne et afro-canadienne, devenu, 38 ans plus tard, le seul centre de recherche francophone sur les communautés noires du Canada.

Quand on dit de lui qu'il est un « *intellectuel engagé* », il l'a prouvé. Parmi ses engagements citoyens figurent, au premier chef « *La Semaine contre le racisme* » qu'il a cofondée et continue de présider. Aussi, à son actif, le « *Festival de films des droits de la personne de Montréal* » qu'il a cofondé également.

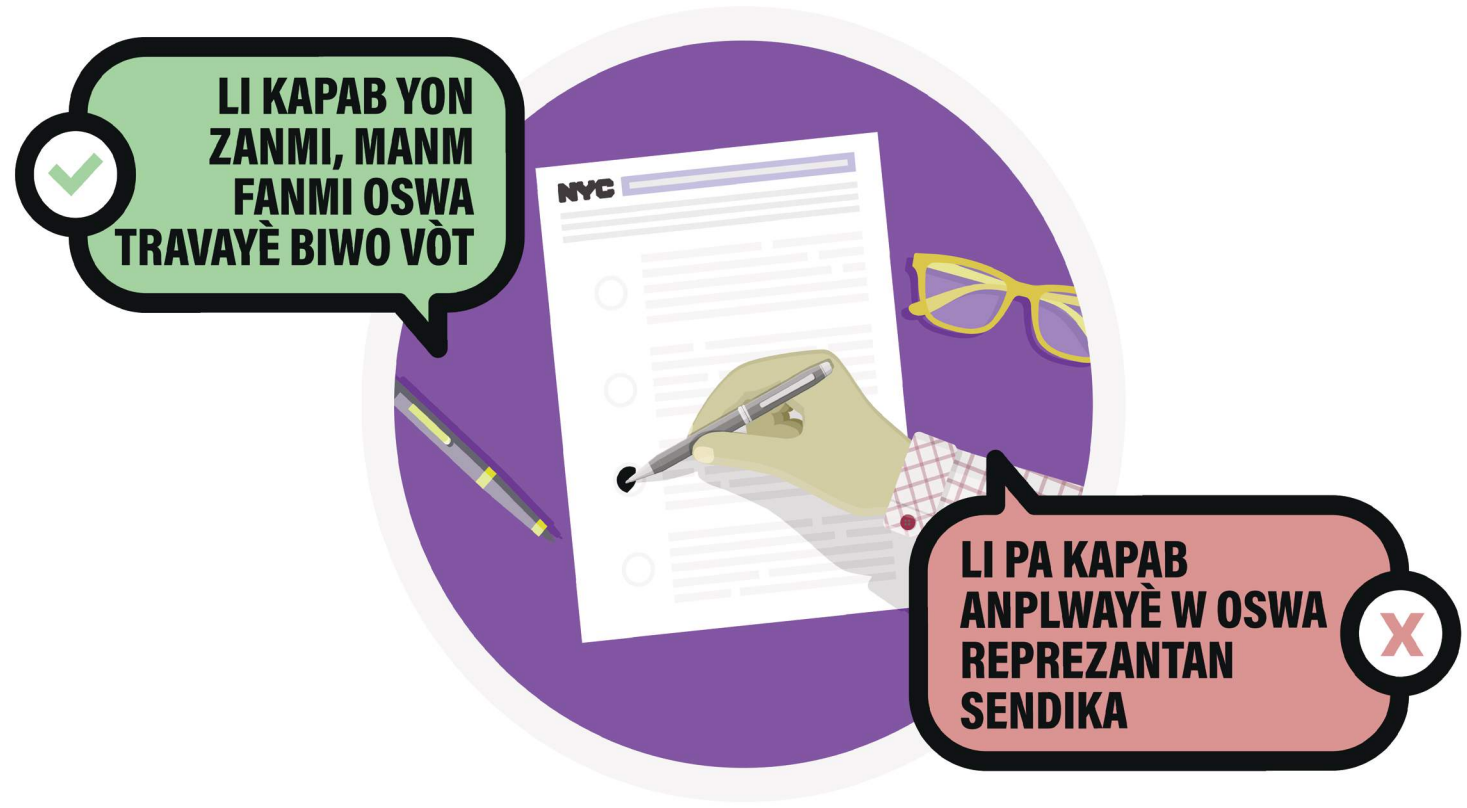
Compliments à ce fils d'Haïti, un jalon très visible de cette diaspora haïtienne, qui fait honneur au nom haïtien, surtout à un moment où les soi-disant dirigeants du pays natal se couvrent de honte à la face du monde.

H-O

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:11 AM Page 15

OU GEN DWA POU VOTE NAN LANG OU

Ou ka mennen yon entèprèt nan izolwa vòt la.



ELEKSYON PRIMÈ MWA JEN

DIMANCH	LENDI	MADI	MÈKREDI	JEDI	VANDREDI	SAMDI
12	13	14	15	16	17	18 VÒT BONÈ KÒMANSE
19	20	21	22	23	24	25
26 VÒT BONÈ FINI	27	28 JOU ELEKSYON	29	30	31	2

Komisyon Angajman Sivik
la pral gen entèprèt nan lang
yo chwazi yo ak biwo vòt yo

VIZITE participate.nyc.gov to learn more.

NYC Civic Engagement Commission

Journal 15 - 22 juin 2022.qxp_HO 6/15/22 4:11 AM Page 16

Sports

La solidarité des clubs affiliés à la FHF, une structure au service du football haitien

Par Ricot Saintil

La triste réalité du football haïtien, marquée par l'inactivité des clubs, la fermeture de l'académie Camp Nous, les humiliations de nos équipes nationales, dans les compétitions internationales, et la gestion catastrophique du Comité de normalisation, sont loin d'être un problème à résoudre pour certains dirigeants de club, qui restent indifférents face à la décente aux enfers du football, qu'ils sont censés protéger. Par ailleurs d'autres dirigeants se font les défenseurs de la cause des championnats nationaux, des équipes nationales et du Camp Nous. Pour se faire entendre, ils s'organisent autour d'une structure dénommée « Solidarité des clubs affiliés à la Fédération haïtienne de football », à travers laquelle, ils portent les doléances des clubs auprès du Bureau fédéral, dénoncent l'opacité de l'administration du Comité de normalisation, les encouragent à discuter avec les clubs et font aussi des propositions allant dans le sens des intérêts du sport-roi haïtien. Ces dirigeants se détachent fondamentalement de leurs homologues passifs, dont leur le silence face aux dérives qui entravent la bonne marche des institutions sportives, font d'eux des complices. Quid de la Solidarité des clubs affiliés à la FHF ?

La Solidarité des clubs affiliés à la FHF regroupe ces organisations de toutes les divisions du football haïtien. Constituée quelques mois après l'arrivée du Comité de normalisation, elle se donne pour tâche de défendre les intérêts du football haïtien, en poussant ce dernier à respecter l'importance des clubs, à faire preuve de transparence, dans la gestion des tâches qui lui ont été confiées, à travailler, de concert avec les dirigeants des clubs, à rendre des comptes de sa gestion et à œuvrer dans le sens du bien-être collectif. Depuis sa création, jusqu'à aujourd'hui, cette structure a déjà adressé plusieurs correspondances au Comité de normalisation dans lesquelles elle tire la sonnette d'alarme, fait des dénonciations et des recommandations. Elle ne s'arrête pas là, puisqu'elle a aussi adressé plusieurs correspondances à la CONCACAF et à la FIFA leur demandant d'assumer leurs responsabilités vis-à-vis du football haïtien, détérioré depuis l'arrivée du Comité de normalisation.

Il y a eu, de la Solidarité des clubs affiliés à la FHF, des demandes réitérées au Comité de normalisation, l'exigeant de présenter aux clubs les budgets pour les exercices 2021-2022, 2022-2023, les rapports d'audits sur les fonds alloués et les dépenses effectuées, de la transparence dans sa gestion et l'inclusion des clubs dans les décisions déterminantes. Aucune réponse aux correspondances n'a été reçue par la Solidarité. Il y a eu, toujours de la Solidarité, la fameuse « Déclaration de Decameroon » dans laquelle elle dresse un tableau sombre du football haïtien, où, de manière exhaustive, elle passe en revue toutes les décisions prises par le Comité de normalisation, partant de la fermeture du ranch de Croix des Bouquets, de la révocation de plusieurs employés de la FHF, de la nomination de Jean-Jacques Pierre, de l'humiliation de la Sélection olympique,

Suite en page 12

LA LIGUE DES NATIONS CONCACAF

La descente aux enfers continue pour Haïti

Reléguée au rang de Bermudes, Monserrat et Guyana

Par Jacques Brave

En Ligue B, donc ayant comme adversaires de petits poucets de la CONCACAF et de la Caraïbe, Haïti a démontré que le niveau de son équipe nationale n'est jamais descendu aussi bas. Dans cette catégorie se rangent des équipes moins performantes : Guyana, classée 174e FIFA, Bermudes, 166e FIFA et Monserrat, 178e FIFA. Donc presque 100 places derrière Haïti.

L'équipe nationale d'Haïti, qui a été, à une certaine période, 38e mondial un moment se trouve en position 90e mondial, invaincue en semi finaliste CONCACAF, classée, avec cinq autres nations de la CONCACAF, pour jouer la Copa America du centenaire, a été incapable de faire la preuve qu'elle est encore

L'Équipe nationale de Bermudes.

dans la 2e page sur les 6 étages, qui caractérisent le classement FIFA des équipes nationales. Haïti qui, hier encore, choisissait comme sparring-partners, pour préparer ses matches de «*grands*» de l'Amérique du Sud et, récemment encore, souvent invitée en Amérique du Sud par les meilleures sélections de la COMMEBOL, Chili, Argentine, Uruguay, Équateur, Bolivie, Haïti, qui récemment, se permettait de défier le Japon sur ses terres, de tenir tête à la Chine, d'aller battre le Qatar ou les Émirates sur leur terrain, a donc perdu de sa splendeur, en moins de deux ans, puisque incapable de convaincre face aux « *petites équipes*» des îlots de la Caraïbe, ainsi dans cette Ligue des Nations, le samedi 4 juin, face à l'équipe des Bermudes, l'équipe nationale a piétiné pour faire nul (0-0), à Hamilton, dans un match sans intensité.

Les fans n'étaient pourtant pas au bout de leur peine, puisque sur « *leur terrain* » du Stade olympique de Santo Domingo, la souffrance a encore été plus terrible. On se demande ce qui se passerait si à l'entame du match,

Suite en page 12

DEUX JEUNES FOOTBALLEURS DE CAMP NOUS

Dany Jean et Fredler Cristophe signent en première division en France

Par Jacques Brave

La Sélection haïtienne a joué des matches et des tournois de haut niveau, sur le vieux continent, en 2018, sous la direction des coaches Marc Collat, ex-directeur de la formation du PSG de James Morisset et de Gabriel Michel, cette équipe a participé au tournoi de Montaigu, puis ont été invités, en 2019, avec les coachs Paulin, Itala, le Vénézuélien Migel, comme coaches à un tournoi développement, en Europe, où ils ont eu l'opportunité de jouer contre de belles sélections de jeunes : la Russie, Chypre et surtout la Roumanie, qu'ils ont battues, grâce à un but d'anthologie de Carl Fred Sainté, ce jeune prodige grand goâvien, qui marqua, ce jour-la, un but d'anthologie « *maradonesque* »; la FHF était tellement confiante dans le talent de ces jeunes qu'elle avait invité un groupe de scouts agents européens dirigés par l'ex-international Réginald Goreux, à la Coupe du monde de la FIFA, au Brésil, dans l'idée de les placer dans de bons clubs en Europe.

En effet, deux facteurs allaient contrarier ce beau projet. D'abord, l'aide de l'État haïtien ne vint jamais et le plan de préparation, prévoyant un mois d'entraînement, aux États-Unis, puis une tournée en Europe, avant le départ pour le Mundial, put jamais être mis à exécution. Pire, on a évité de peu la catastrophe d'une première de l'histoire d'une équipe qualifiée pour une coupe monde et déclarant forfait faute de moyens financiers pour payer le voyage. C'est même la FIFA qui, paniquée par ce forfait, qui se dessinait, vola au secours d'Haïti et permit à l'équipe d'arriver à temps au Brésil et de jouer un bon Mundial, avec de brillants matches, sans réussir, dommage, à se qualifier pour le second tour, sans être ridicule. Mais que de regrets, surtout que le phénomène de pays lock contraria la débrouillardise habituelle du football haïtien. N'empêche que de grands clubs, comme Strasbourg, Saint Étienne, et même l'Inter de Milan se déclarèrent intéressés à recevoir des jeunes qui avaient tous trouvé des offres. Le scandale à la Fdératio haïtienne de football (FHF) et la voracité des comploteurs qui chassèrent la direction fraîchement élue de l'entité. Ce fut, d'ailleurs, l'une des causes des manœuvres des Carlo Marcelin, Fénélus Guerrier et Peterson Desormeaux, responsable des transferts internationaux à la FHF, coupèrent les ponts avec les agents professionnels en charge de trouver et de rechercher des opportunités pour les jeunes de Camp Nous.

Comme d'habitude, de concert avec leur racketteur Billy Chalera, en France, dans leur avidité à remplir leur poche, à chaque transfert, en Europe. De fait, ces jeunes, avec la crise fabriquée pour écarter les dirigeants élus et légaux, afin de laisser libre champ à Billy, qui négocia des arrangements avec Strasbourg, pour des contrats, dit-on, toujours juteux, lorsqu'il s'agit de garçons, mais dont personne d'autres n'est au courant. L'académie, qui forma ces jeunes, au prix de coûts très élevés, dont la FHF reçut des gros frais du transfert, d'abord, de Fredler (on parle de 300 à 400 mille euros). Lors de l'audit 2018-2019 l'expert financier de la FIFA se demanda d'ailleurs où est passé ce fonds qu'il ne retrouve pas dans les comptes, alors que tout l'investissement dans la formation de ce jeune joueur, dès l'âge de 12 ans, a été effectué avec les fonds FIFA reçus à travers Camp Nous et le Centre FIFA Goal. La question restée posée constitue un des sujets d'investigation de tout nouveau comité dont la mission sera d'exiger des comptes à ces trois messieurs. C'est vrai, les rumeurs disent que la grosse som-

Suite en page 12